


THE LIBRARY OF CONGRESS
1800

PIÈCES RELATIVES

A SAINT-DOMINGUE

ET

A L'AMÉRIQUE.

Se vend, ainsi que les autres ouvrages du même Auteur,

à Amiens, chez ALLO, libraire.
à Bordeaux, chez madame veuve BERGERET, libraire.
à Clermont-Ferrand, chez THIBAULT-LANDRIOT, imp.-lib.
à Toulouse, chez SENAC, libraire.
à Perpignan, chez ALZINE, libraire.
à Grenoble, chez DURAND, libraire.
à Lille, chez VANACKERE, libraire.
à Lyon, chez MAIRE, libraire.
à Marseille, chez MASVERT, libraire.
à Montpellier, chez GABON, libraire.
à Dijon, chez COQUET, libraire.
à Rennes, chez { KERPÉN, libraire. DUCHESNE, libraire.
à Riom, chez SALLES, libraire.
à Rouen, chez { FRÈRE aîné, libraire. RENAULT, libraire.
à Saint-Omer, chez BACLÉ, libraire.
à Strasbourg, chez TREUTTEL et VÜRTZ, libraire.
à Aix-la-Chapelle, chez LARUELLE fils, libraire.
à Arras, chez TOPINO, libraire.
à Leipsick, chez GRIESHAMMER, libraire.
à Breslaw, chez Th. KORN, libraire.
à Amsterdam, chez { DELACHAUX, libraire. DUFOUR, libraire.
à Genève, chez PASCHOUD, libraire.
à Manheim, chez FONTAINE, libraire.
à Varsovie, chez GLÜCKSBERG, libraire.
à Turin, chez { BOCCA, libraire. PIC, libraire.
à Vienne (Autriche), chez SCHALBACHER, libraire.
à Anvers, chez VANDERHEY, libraire.
à Liége, chez COLARDIN, libraire.
à Mons, chez LEROUX, libraire.
à La Haye, chez VALLÉE, imprimeur-libraire.
à Londres, chez { BOSSANGE et MASSON, 14 Great-Marlborough. TREUTTEL et VÜRTZ, libraire, 30 Sho-Square.

PIÈCES RELATIVES

A SAINT-DOMINGUE

ET

A L'AMÉRIQUE,

MISES EN ORDRE

PAR M. DE PRADT,

ANCIEN ARCHEVÊQUE DE MALINES;

Pour faire suite à ses Ouvrages sur l'Amérique.

A PARIS,

Chez F. BÉCHET, libraire, quai des Augustins, n° 57.

Et à Bruxelles,

Chéz { LE CHARLIER, libraire.
DÉMAT, imprimeur-libraire.

1818.

On trouve aussi chez le meme Libraire la belle carte de l'Amérique méridionale, dressée par M. Lapie.

Cette carte, en deux feuilles colombier, imprimée sur beau papier, coloriée avec le plus grand soin, et ornée d'un cartouche dessiné par Moreau, se vend 10 fr.

AVIS DE L'ÉDITEUR.

Tous les documents propres à jeter du jour sur l'état actuel de l'Amérique, ne peuvent qu'être précieux à connaître au milieu des changements qu'elle a déjà subis, et à l'approche de ceux qui s'y préparent encore. L'état de ce pays est fort peu connu en Europe. La distance des lieux, la partialité des rapports, l'incrédulité d'une partie des intéressés à un changement qui les blesse, incrédulité qu'ils cherchent à propager; la singularité des événements, la nouveauté d'une partie des acteurs, dont l'apparition sur la scène du monde a frappé d'étonnement, l'attention fixée

presqu'exclusivement vers le théâtre de l'Europe, sont les causes qui ont contribué à tenir comme dans un lointain bien obscur, tous les objets relatifs à la révolution de l'Amérique. Cependant l'intérêt de cette révolution s'agrandit tous les jours : elle s'affermit, elle s'étend, elle prend une consistance presqu'indépendante de l'Europe, et tend tous les jours davantage à la séparer d'elle.... Le temps arrivera, et il n'est pas loin, dans lequel, quoi qu'on fasse, on sera bien obligé de revenir à s'en occuper.... Il n'est au pouvoir de personne de se soustraire à l'influence d'un pareil mouvement. C'est donc servir à la fois l'intérêt des peuples et celui des gouvernements, que de propager des notions exactes sur l'état de ce vaste continent. Il est bon pour les premiers de connaître la vérité sur ces contrées, parce que la vérité

est toujours bonne à connaître; il sera profitable aux seconds de trouver les esprits bien disposés, le jour où ils auront à agir. L'époque n'en est pas éloignée, une détermination secondée par un assentiment tel que celui qui suit toujours de la connaissance de la vérité, ne rencontrera que peu ou point d'obstacles.

C'est donc également dans l'intérêt de tout le monde que nous publions les pièces suivantes....

L'état de St. Domingue est entièrement défiguré aux yeux de presque tous les Français... N'entendant pour ainsi dire que les plaintes, les regrets, ou les fâcheux pronostics des colons, ils s'éloignent généralement de l'idée que des nègres puissent faire ce qu'ont fait des blancs, que sans ceux-ci les nègres soient capables de penser, d'agir, de travail-

ler, de cultiver leur esprit ou leurs champs... Sans doute les pertes des colons sont immenses et bien déplorables; l'on voudrait pouvoir leur faire retrouver et par-delà, tout ce qu'ils ont perdu..... Mais et ces dommages, et ces regrets, et ces suppositions fantastiques, ne changeront rien à ce qui existe, et ne rendront pas plus à la France qu'aux propriétaires dépossédés. Quand on aura assez ri de quelques dénominations attribuées aux principaux fonctionnaires d'Haïti; quand on aura assez répété que des nègres sont par nature, impropres à rien savoir, ni à rien faire autrement que sous la direction des blancs, à quoi et ces dérisions, et ces incrédulités auront-elles servi? La netteté du coup-d'œil, et la force de l'esprit ne consistent point à s'obstiner à ne point voir ce qui existe, et à re-

jeter ce qui blesse, mais au contraire à discerner l'un avec toutes ses proportions, et à accepter l'autre avec tous ses déplaisirs. Or, voilà où l'on en est pour St. Domingue; sa perte est immense, il est vrai, mais elle est irréparable... S'y résigner de bonne grâce et de bonne heure, s'arranger de ce qui existe, tels sont le parti et les ressources indiquées par la raison. C'est encore elle qui indique que bien des dommages se répareraient pendant le temps sacrifié à l'attente de chances chimériques. Il est bon que l'on sache que tout est changé à St. Domingue, hommes et choses : il est bon que l'on sache que les vingt dernières années équivalent à vingt siècles, pour l'amélioration morale et politique qui se fait remarquer parmi les nègres. Dût cette vérité blesser beaucoup d'amours-propres, il est

bon, bien plus, il est indispensable que l'on sache que l'instruction, les arts, les armes de l'Europe, sont aujourd'hui parmi les nègres, pour les instruire, les former et les défendre : que l'ordre civil, politique, administratif et judiciaire parmi eux, ne le cède point à ceux de l'Europe, et qu'ils ont fait et continuent de faire sur eux-mêmes l'application de toutes les méthodes d'amélioration qui sont en usage en Europe... Il est bon de faire connaître où en sont la propriété et la culture, et d'expliquer pourquoi pendant un temps, on n'a point cultivé, pourquoi et comment on a cultivé et on cultivera dans d'autres... Ces distinctions sont indispensables à connaître dans des questions de cette nature...

La déclaration du congrès de Buenos-Ayres est très-peu connue et mérite bien

de l'être.... Un peuple entier fait connaître les griefs qui l'ont forcé à chercher en lui-même les moyens de pourvoir à son salut, et la résolution de se mettre pour toujours à l'abri des dangers qui l'ont poussé à cette détermination. En le lisant, on se sent reporté au temps auquel les États-Unis firent connaître la résolution de se séparer de la métropole et d'exister par eux-mêmes.

La lettre à M. Monroe est l'ouvrage de M. Brackenridge, secrétaire de la commission que le gouvernement américain vient d'envoyer dans l'Amérique méridionale.

L'intérêt de cette pièce est fort grand par les considérations qu'elle présente sur l'état de l'Amérique, ainsi que par la manifestation de la manière dont en Amérique on envisage cette grande question. En Europe, on en juge en

Européens; en Amérique, en Américains, et il doit y avoir entre les deux jugements la distance qui se fait remarquer entre les deux hémisphères et les deux intérêts... Les idées les plus saines sur les causes de la révolution de l'Amérique, les aperçus les plus judicieux sur les germes d'indépendance qui en se développant l'ont fait éclore, les principes les plus généreux de politique de peuple à peuple, les effets les plus évidents du succès de la révolution pour l'Europe, comme pour l'Amérique, l'indication la plus claire du système fédératif des diverses parties de l'Amérique pour se soutenir mutuellement dans leur indépendance, tels sont les divers caractères qui rendent cet écrit infiniment recommandable. Justesse dans les aperçus et les jugements, hardiesse dans les vues, originalité dans l'idée et l'ex-

pression, tout se trouve dans cet écrit, et montre à l'Europe qu'il existe au-delà des mers des penseurs qui ne le cèdent point à ceux qui, en Europe, se font remarquer par l'éclat et la variété de leurs talents.

Il est vraiment curieux de voir répéter au fond des déserts de l'Amérique, ce qui se passe au sein de l'antique civilisation de l'Europe. Et peut-être que le sens et la forme de ces actes ne placent pas la copie trop au-dessous de l'original. C'est la nouveauté de ce spectacle qui nous a déterminé à comprendre au nombre de ces pièces, l'acte d'installation du conseil d'état de la république de Venezuela, à Augustura. Que diraient Charles-Quint et Colomb lui-même, à l'aspect d'un conseil d'état républicain établi sur les bords de l'Orénoque, pour achever de ravir à l'Espagne le sceptre

de cette contrée, et pour substituer une république américaine à la monarchie européenne, expulsée dans la personne de l'Espagne? Il ne manquera pas de personnes pour lesquelles un conseil d'état sur les bords de l'Orénoque, correspondra aux mille et une nuits, et ne paraîtra qu'un objet de dérision; mais qu'elles attendent encore un moment, et l'on verra de quel côté se trouveront les réalités, et les sujets de joie véritable.

Cette pièce acquiert un nouveau prix de la connaissance qu'elle donne des trois époques de la révolution de Venezuela, époques dont la connaissance est étrangère à presque tous les Européens. Sous ce point de vue, cette pièce peut être considérée comme une introduction à l'histoire de la révolution de Venezuela.

ÉCLAIRCISSEMENTS

SUR L'ÉTAT DE St. DOMINGUE.

La partie française de Saint-Domingue, est partagée entre la république d'Haïti, dont Pétion est Président à vie, et le royaume d'Haïti, dont Christophe est le Roi... La première occupe la partie du sud; le siège du gouvernement est fixé au Port-au-Prince... Cette ville renferme vingt-cinq mille âmes... Le territoire de la république d'Haïti est presque double en étendue, de celui du royaume du même nom...

La capitale de ce royaume est la ville du Cap. Elle a été fort embellie par les soins du nouveau souverain, et son palais retrace tout le faste de l'orient... Le môle Saint-Nicolas, le Gibraltar des Antilles, fait partie de ce royaume.

La population des deux parties s'élève à 820,000 hommes, dont 500,000 sous Pétion, et 320,000 sous Christophe. Trente mille seulement sont blancs ou gens de couleur, le reste noir. Sous l'ancienne domination, la population n'était portée qu'à 540,000 hommes. Mais diverses causes puisées dans l'intérêt des colons, contribuaient à faire disparaître le nombre véritable de ce dénombrement. Plusieurs causes ont contribué a l'augmentation qui se fait remarquer aujourd'hui. La liberté du nègre, son passage à l'état de famille, les ménagements accordés aux mères pendant l'allaitement et la grossesse, une nourriture moins mesurée sur l'intérêt du maître que sur les besoins du consommateur, l'abondance et le bon marché des subsistances, les salaires acquis par les troupes, et par les ouvriers qui aujourd'hui travaillent tous pour leur compte. Depuis 1802, le pays a été à peu-près exempt des ravages de la guerre. On s'est observé des deux côtés, mais on s'est peu combattu.

On ne peut rien conclure contre ce dénombrement, de la grande différence qu'il présente avec le dénombrement antérieur. Celui qui a eu lieu à Paris, dans l'année précédente, en fournit en quelque sorte l'explication; là, cette opération faite avec le plus grand soin, a constaté une population *intra muros* de près de 720,000 âmes, tandis que les mêmes recensements faits dans les années précédentes ne la portaient qu'à 570,000 habitants. Et cependant les moyens de s'assurer de la vérité ne manquaient pas plus à une époque qu'à l'autre.

Un espace de douze à quinze lieues reste inoccupé entre la république et le royaume d'Haïti. Cet abandon résulte d'un accord dont le but a été de former une séparation entre les deux états, pour éviter tous les points de contact.

Les blancs sont tolérés dans la république, exclus dans le royaume.

Dans la république, la propriété a été occupée, acquise ou reçue par les nègres,

qui avaient servi dans le cours de la révolution ou de la guerre. Les ravisseurs, les acquéreurs, n'ont pas suivi de règles dans la formation de leurs propriétés. Les rémunérations ont dû en avoir. Ainsi elles ont été calculées sur les grades, les services, de manière à ce que chacun eût au moins sept arpents.

Les nègres étant tous déclarés et reconnus libres, la culture l'est aussi. Les ouvriers sont les maîtres de leurs prix, comme en Europe : les conventions du travail suivent les lois générales qui les règlent en Europe. Il est d'usage que les nègres s'associent entr'eux pour pourvoir aux diverses exploitations, comme on voit en France les habitants de quelques contrées, passer dans d'autres suivant les saisons, pour y faire le travail des moissons, aux diverses époques de l'année ; la terre paye le dixième du produit brut, en nature. Il est affermé au profit du gouvernement et livré dans des lieux désignés. C'est là tout l'impôt territorial. Les douanes et

autres impôts indirects établis dans presque toute l'Europe, le sont aussi a Saint-Domingue. Le revenu public s'élève à 30,000,000 de France. L'armée de la république est composée de 24,000 hommes, de toutes armes. La population entière est armée et disciplinée. Le service de la troupe réglée se fait par tiers, 8000 hommes, servent pendant quatre mois et sont remplacés dans les mêmes proportions. Il y a des écoles militaires pour toutes les parties du service. Lorsqu'en 1814, on put se croire menacé, 80,000 fusils existants dans les arsenaux furent distribués à la population. On en a racheté plus de 120,000, qui sont répartis dans cinq départements, distribués sur le territoire de la république. En cas d'attaque, toute la population paraîtrait en armes. Les moules propres à faire les balles ont été distribués à tous les habitants, les armes blanches de même; le plomb nécessaire pour la confection des balles, distribué en saumons de poids différens pour servir suivant les moyens de

le transporter, soit par les hommes, soit par voitures ou les animaux. Tous les moyens de destruction sont préparés, si une invasion avait lieu.

Dans l'intérieur de l'île, on a choisi un vaste emplacement qu'on a fortifié, à-peu-près comme le Kœnigstein en Saxe. La réunion de plusieurs cours d'eau, en défend les approches. Une artillerie immense les soutient : les rochers ont été escarpés, une citadelle bâtie sur la partie la plus élevée, et cette enceinte fortifiée pourrait suffire pendant quelques temps à la subsistance de la garnison. C'est un travail immense, auquel une partie de la population a pris part pendant long-temps. Un grand nombre de bâtiments armés, sont dans le port. Ce sont des bâtiments du troisième rang. Les équipages sont instruits, braves, et déterminés.

L'administration civile est repartie comme en Europe, la justice de même. Le code Napoléon a été réformé dans quelques parties inapplicables aux colonies.

On a substitué dans les administrations des hommes de couleur aux blancs. Les premiers n'ont pas voulu continuer d'avoir l'air d'être régis par eux et d'avouer ainsi leur infériorité. D'ailleurs, ils exercent librement leur industrie.

Le vol et le meurtre sont presqu'inconnus dans cette partie de l'île. L'hospitalité qui a toujours distingué les colons, continue d'être exercée comme elle le fut de tout temps à St-Domingue. La longue interruption des travaux avait forcé à tirer les subsistances du dehors : l'argent était devenu fort rare. Depuis que la culture des vivres a fourni aux besoins de la colonie, et que la reprise de la culture du café et du sucre a présenté des moyens d'échange, le numéraire a reparu, et ne peut manquer de devenir très-abondant ; car les immenses exportations qui faisaient l'ancienne richesse de Saint-Domingue vont reprendre leur cours.

On a cru que les nègres avaient abandonné la culture ; en cela on a méconnu la cause de cet abandon momentané. Il était

tout de calcul, et dirigé dans le sens de la défense de l'île de même que l'abandon des routes. Tant que les habitants ont pu craindre une invasion, ils ont rapporté tous leurs soins à leur défense : c'était l'objet essentiel ; la culture n'était que l'accessoire. De même pour les routes : on cessait de les entretenir pour ne pas faciliter à l'ennemi les moyens de transport ; le pays était voué à la destruction par ses propres habitants. Ils ont repris le travail, avec le sentiment de la sécurité. Ainsi ils s'étaient bornés aux récoltes spontanées du café. Un très petit nombre de sucreries étaient en valeur, dans les parties les plus rapprochées des mornes, considérés comme moyens de défense. Depuis qu'on a cessé de craindre, les sucreries se sont étendues dans la plaine. La culture du café a été reprise avec vigueur. Déjà on fait du sucre pour plusieurs millions, les produits du café sont devenus immenses. Le coton, l'indigo, le sucre, le cacao, sont cultivés comme avant les troubles ; la charrue est

employée dans les plaines et ne cède pas en efficacité à la boue. Les attelages sont formés avec des bœufs : on s'est mis à en élever dans cette partie : ils y prospèrent, et ne coûtent pas plus de 4 à 500 francs les plus beaux par paires. L'éducation publique est composée d'écoles lancastriennes, d'écoles primaires, d'un lycée, et d'un séminaire établi dans la ville du Port-au-Prince, où il occupe un bel édifice. Cette ville renferme une église propre à faire une cathédrale. Une école de dessin est aussi établie au Port-au-Prince ; les habitants d'Haïti sont fort attachés à la religion catholique. Une partie des cures est occupée par des prêtres français. Il n'y a plus de préfet apostolique comme avant la révolution. On s'est adressé à Rome pour avoir un évêque. La demande est restée sans réponse. De même pour le royaume d'Haïti. Le Pape attend sans doute la décision de la question de la souveraineté de ce pays. Jadis les îles françaises des Antilles dépendaient du

diocèse de Paris. Ce retard est très préjudiciable à la religion : les prêtres meurent sans remplacement. Les habitants se fatiguent de ces lenteurs : les méthodistes se sont présentés dans le royaume de Christophe, et y font des progrès. Les mariages se font comme en France devant l'officier civil, et après devant le prêtre. La culture a repris dans la république d'Haïti ; à mesure que la sécurité s'étendra, la première augmentera. Dans quelques années St.-Domingue travaillé par des mains libres et intéressées au succès du travail, dépassera l'ancien St. Domingue. Il en sera de même de la population, qui libre, travaillant pour son compte, nourrie plus abondamment, propriétaire, trafiquant, naviguant, trouvera dans toutes ces occupations des moyens de sustentation et de reproduction. Beaucoup d'esclaves, de nègres libres, d'hommes de couleur des îles voisines, viennent s'établir dans la république d'Haïti. On y a adopté pour la culture, et les procédés exigés pour les sucreries, toutes les nou-

velles découvertes mécaniques propres à diminuer l'emploi des bras, et les frais du travail, tout en l'améliorant.

Le royaume d'Haïti a une armée de trente-deux mille hommes. Le gouvernement est absolu. La propriété est travaillée au compte de la couronne, qui laisse *tant* pour les frais et bénéfices du travail, et cède le reste à des négociants, à des prix fixés par elle pour l'achat et la vente. Le Roi est entouré d'une pompe orientale : la cour est modelée sur les plus somptueuses de l'Europe. Le palais est magnifique, et d'un genre tout particulier. Les deux états ne sont point en guerre, quoique divisés, et dans le cas d'une menace de la part de l'Europe, ils sont convenus de se réunir pour la défense de leur indépendance. On paraît décidé à tout sacrifier pour la maintenir. Ce sentiment est entré dans l'esprit et dans le cœur de tous les habitants, ils y rapportent tout. Le souvenir des perfidies et des excès auxquels ils ont été livrés, vit au milieu d'eux, et tient leur défiance toujours éveillée. Les plus terri-

bles moyens de destruction sont organisés dans le royaume d'Haïti s'il était exposé à une attaque.

On se plaint beaucoup à Haïti des menaces et en géneral de la conduite des colons de la Martinique et de la Guadeloupe, qui ne cessent d'insulter les habitants de Saint-Domingue, et de répandre des annonces sinistres pour les habitants de la république d'Haïti. Ce sont de mauvais voisins, incommodes pour Saint-Domingue, et nuisibles à la France, en la présentant comme toujours prête à fondre sur lui, ce qui n'est propre qu'à affaiblir l'attachement que l'on y conserve pour elle. Les lois égalisent tous les pavillons; il n'y a pas de distinctions, ni de faveur pour aucun peuple, mais il y a un goût décidé pour les Français, dans la république d'Haïti.

Au contraire, le gouvernement du royaume penche davantage vers l'Angleterre. — Disposition qui est due aux tentatives de la France, et à la crainte qu'elle inspire encore.

Les commissaires envoyés en 1814 ont fait beaucoup de mal... On les a désavoués.. Nouveau mal, lorsque tous leurs papiers étaient tombés aux mains de Christophe, et circulaient dans toute l'île....

La conduite des commissaires envoyés en 1816 a été propre à rapprocher de la France l'esprit des habitants de Saint-Domingue... Mais tous leurs efforts ont échoué contre un écueil que l'on retrouvera toujours. — L'indépendance.... Pétion est âgé de quarante-cinq ans, d'un extérieur agréable, de manières prévenantes et distinguées. Il est faux qu'il ait été élevé en France : mais il y est venu et a fait partie de l'expédition du général Leclerc. Il se sauva au moment de subir un sort pareil a celui de Toussaint L'ouverture.

Christophe est âgé de 64 ans, c'est un homme de la plus haute stature, et d'une force de corps extraordinaire.

Il suit de cet exposé que Saint Domingue est inattaquable : qu'il périrait avec les assaillants ; que sa population, et sa culture

vont toujours en croissant : qu'il est de l'intérêt de l'Europe de cesser de s'en occuper comme propriété, pour ne plus s'en occuper que comme civilisation. Que dans cet état, il rendra davantage à l'Europe et à la France, qu'il ne faisait lorsqu'elle avait à fournir aux frais de son établissement qui surpassait son produit de six millions, et qui lui coûtait des frais immenses pendant la guerre, frais qui étaient tous en pure perte, puisqu'elle tirait du Nord ses approvisionnements maritimes, et des Etat-Unis les subsistances de sa flotte et des bataillons qu'alors elle devait entretenir aux Colonies.

En calculant ce que Saint-Domingue a coûté à la France depuis 1722, pendant les trois guerres de 1742, 1756, et de l'Amérique, et par l'expédition du général Leclerc, on trouverait que tout n'a pas été bénéfice dans sa possession.

A JAMES MONROE,

PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS.

Monsieur,

La découverte de l'Amérique, la séparation des colonies Anglaises et la lutte actuelle pour l'indépendance des colonies espagnoles, sont les trois événements importants des mille dernières années. Colomb, dans la recherche d'un passage qui devait changer la route du commerce oriental, découvrit un nouveau monde, qui avait plus de richesses que l'orient et qui était capable de nourrir une population presque égale à celle de tout le reste du globe. Quoiqu'il ait échoué en partie,

il a cependant réussi à ouvrir à l'Europe des sources de richesses qui ont amélioré sa situation dans tout ce qui tient à la vie. La découverte de l'Amérique a mis l'Europe en état d'atteindre à un perfectionnement qu'elle n'aurait peut-être pas obtenu après plusieurs siècles. Les compagnons de Colomb, s'affranchissant de scrupules, s'approprièrent tout ce qu'ils trouvèrent dans les contrées découvertes, quelquefois paisiblement, mais le plus souvent par la violence et par la cruauté. Les habitants de l'Amérique, en quelques endroits nombreux et très avancés en civilisation, n'étaient guères traités par les Espagnols avec plus d'égards que les bêtes sauvages des forêts. Ils furent détruits sans pitié, leurs biens furent saisis sans réserve, et tous les principes de la justice et de l'humanité violés sans remords. L'habileté supérieure des Européens dans les arts, venue de l'usage des lettres qui conserve les découvertes du génie et permet à l'esprit humain d'avancer vers la

perfection, mit nécessairement les malheureux Américains au pouvoir de leurs conquérants. La première découverte de l'Amérique et les usurpations postérieures, furent comme les actes d'individus entreprenants, quoique leurs souverains respectifs eussent pris pour eux la part du lion. Quant aux portions du pays, qui forment de vastes déserts, les lois de dieu et de la nature, pourraient justifier les autres membres de la famille humaine, de prendre pour leur subsistance une part suffisante de l'héritage commun; car la possession de ces contrées par quelques tribus errantes de chasseurs, peut à peine être considérée comme une appropriation du sol. Tel fut à-peu-près notre cas avec presque tout le pays que nous possédons maintenant, nous qui, ayant formé le premier gouvernement indépendant des colonies, avons particulièrement mérité le nom d'Américains. Nos principales conquêtes furent sur les aspérités du climat et de la terre; la cognée et la charrue

furent les armes auxquelles nous les dûmes. Si les naturels ont souffert, il ne faut pas nous en blâmer; le chasseur ne vit point à côté du cultivateur; les animaux sauvages qui fournissent l'aliment au premier, fuient les habitations fixes de l'homme. Comme dans les étages progressifs de la société, il doit y avoir, dans les positions ou voisinage relatif, une séparation entre ces deux états de l'existence humaine. Le chasseur et le cultivateur ne pourraient être voisins; le chasseur s'est donc retiré, et nos établissements ont avancé.

En d'autres endroits du continent, on ne trouva point toujours les habitants occupés de la seule chasse. Quoiqu'ils ignorassent les lettres, ils étaient aussi avancés qu'il est permis aux hommes de l'être sans elles. Ils avaient fait des progrès marqués dans les arts, ils avaient des demeures fixes ou des villes qui le disputaient en population à celles de l'Europe ou de l'Asie; leur culture du sol était à un haut point de perfectionnement, et ils avaient appris, mal-

heureusement pour eux, à donner une valeur factice à des métaux qui, dans l'ancien monde étaient regardés comme la représentation de la richesse, et employés comme moyens de commerce. Telle était la situation du Mexique, du Pérou, et d'une partie du Chili. Ces peuples malheureux furent attaqués par les Espagnols avec une barbare cupidité, et toutes les espèces de violences et d'injustice furent exercées contre eux. C'est, à la vérité, l'ouvrage d'un petit nombre d'hommes effrénés, mais il eut l'approbation du souverain, qui arriva, lorsque tout fut calmé pour avoir une portion plus considérable des dépouilles. Le souverain prit possession de ces pays par *le droit de conquête*; et lors même que les entreprises et l'industrie de ses propres sujets eurent formé des établissements et bâti des cités, les privilèges de la conquête ne furent jamais abandonnés.

La découverte, la prise de possession et la conquête de l'Amérique furent le résultat d'une entreprise particulière, rien n'est

plus vrai, mais les fruits en ont été recueillis par les différents souverains. Depuis l'instant de la découverte jusqu'aujourd'hui, ceux-ci n'ont eu qu'une chose en vue, de tirer le plus grand avantage possible des colonies, sans songer à leur prospérité. Les colonies ont fourni de vastes sommes pour être répandues au-dehors ou plutôt dissipées dans les guerres et dans les extravagances des cours. Leur amélioration, au-delà de cet objet, était regardée avec indifférence ; la misère et la pénurie des colonies auraient été préférées à leur prospérité, si elles avaient produit plus de tributs. Elles étaient de fait, regardées comme de simples appendices, très-utiles et tres-commodes, mais ne formant point partie de l'état.

La politique suivie par les différents états de l'Europe envers les colonies, prenait la teinte de leurs caractères particuliers, nécessairement influencée par la situation et la nature de la colonie elle-même, mais ayant toujours en vue le seul avantage de

la souveraineté européenne, quelque désagréable ou pénible qu'elle fût pour les colonies. Les Espagnols, par exemple, trouvèrent quelques districts assez abondants en métaux précieux. Là, on contraria, on défendit même toute occupation qui n'était point nécessairement liée au travail des mines. Là, les manufactures, le commerce, l'Agriculture, et même une population considérable furent de peu d'importance ; aussi les districts de mines ont-ils été généralement condamnés à la stérilité, plutôt par la politique du souverain que par la nature, tandis que les habitants ont été les plus pauvres du continent. La nature n'a point de lois qui nous condamnent à manquer des besoins de la vie, parce que nous habitons des contrées fécondes en métaux précieux. S'il nous était permis de profiter de ces avantages, nous prospérerions quand même le sol serait stérile, échangeant notre or pour des choses plus nécessaires. Mais l'intérêt seul des Espagnols étant considéré, ces districts ont été con-

damnés à demeurer pauvres et stériles à-la-fois, ils ont été fermés comme des cavernes où la lumière du jour n'est point aperçue. Ces richesses sont transportées au dehors pour satisfaire l'indolente oisiveté d'une cour, et encourager contre l'intention l'active industrie des nations voisines. Ce monopole vil et oppresseur se montre partout; lorsque les colonies pouvaient se procurer ce qui suffisait à peine pour l'échange de ces commodités, dont la cour permettait la fourniture à ceux de ses sujets, ou même aux sujets des autres nations auxquels elle vendait ce privilège, tout autre progrès était jugé inutile, et conséquemment refusé, de peur qu'on cessât d'avoir besoin de ces articles, la plupart de première nécessité, que la couronne était bien-aise de fournir. Dans quelques endroits, l'agriculture put prendre une certaine extension; mais les manufactures furent partout défendues; l'esprit naturel des entreprises commerciales fut entièrement réprimé, aucun commerce ne

fut permis, sinon avec la *mère patrie* et pour son profit. Telle est la raison pour laquelle des pays qui ont été occupés depuis tant de siècles, sont encore si peu peuplés. On peut conjecturer quel serait aujourd'hui l'état de l'Amérique méridionale, d'après nos progrès depuis que nos chaînes sont tombées. Les chevaux, le bétail et les troupeaux sont augmentés sans nombre dans l'Amérique méridionale; tandis que comparativement, la race des hommes a fait à peine des progrès perceptibles. Mais de petites portions des colonies espagnoles ont été assez heureuses ou assez malheureuses, (d'après la manière de considérer la chose) pour posséder des mines. Les habitants gagnent en général leur vie par la culture du sol et la préparation des articles de commerce; ils sont laboureurs et bergers, mais surtout laboureurs, car là où ils n'ont pas été libres de mettre le prix à leurs productions, mais forcés d'accepter ce que des monopoleurs voulaient leur donner et de payer pour les marchan-

être rapportée à l'instinct de notre nature, qui nous presse de nous opposer de toutes nos forces à l'autorité d'un pouvoir usurpé, et aux exactions de l'injustice. Aucun raisonnement, sinon ceux qui justifient l'esclavage, ne justifie de traiter les colonies sur un pied différent des autres portions de l'empire. Il n'est pas surprenant que les colonies anglaises importent l'indépendance de tout le continent; c'est-à-dire de tout le monde..... Chez nous la naissance d'une nation fut saluée par le reste des hommes, par une joie enthousiaste, et maintenant nous assistons à la naissance d'empires nouveaux. Dix-huit millions d'hommes combattent maintenant pour être libres; incapables d'agir ensemble, ils concourent tous du moins dans leurs efforts pour secouer le joug de l'Espagne. Nous voyons les habitants de régions, qui durant des siècles ont fourni des moyens d'aiguillon pour l'industrie, non seulement de l'Europe et de l'Amérique, mais encore de l'Asie, au moment de diriger eux-mêmes

leurs hautes destinées, de donner à leurs ressources un entier développement, d'établir des gouvernements, et sans doute sur les meilleurs et les plus sages modèles, de former une chaîne de confédérations, unies par mille liens communs, non de famille, mais d'un commerce sage et utile; enfin, de préparer la voie à la plus glorieuse révolution qu'ait jamais vue la terre.

Les colonies Anglaises commencèrent sous des auspices plus heureux. Plusieurs circonstances importantes avaient nourri l'esprit de liberté. La réformation avait brisé les chaînes de l'esprit humain, et les fréquentes résistances à l'exercice du pouvoir absolu, avaient assez produit la reconnaissance des droits les plus essentiels de l'homme, et dans une forme assez permanente, pour qu'on pût les invoquer. De nombreuses sauve-gardes de liberté avaient été établies. Les colons, emportant avec eux les semences de la liberté les avaient transplantées sur un sol plus propre à les recevoir, et où ils allaient

être rapportée à l'instinct de notre nature, qui nous presse de nous opposer de toutes nos forces à l'autorité d'un pouvoir usurpé, et aux exactions de l'injustice. Aucun raisonnement, sinon ceux qui justifient l'esclavage, ne justifie de traiter les colonies sur un pied différent des autres portions de l'empire. Il n'est pas surprenant que les colonies anglaises importent l'indépendance de tout le continent; c'est-à-dire de tout le monde..... Chez nous la naissance d'une nation fut saluée par le reste des hommes, par une joie enthousiaste, et maintenant nous assistons à la naissance d'empires nouveaux. Dix-huit millions d'hommes combattent maintenant pour être libres; incapables d'agir ensemble, ils concourent tous du moins dans leurs efforts pour secouer le joug de l'Espagne. Nous voyons les habitants de régions, qui durant des siècles ont fourni des moyens d'aiguillon pour l'industrie, non seulement de l'Europe et de l'Amérique, mais encore de l'Asie, au moment de diriger eux-mêmes

leurs hautes destinées, de donner à leurs ressources un entier développement, d'établir des gouvernements, et sans doute sur les meilleurs et les plus sages modèles, de former une chaîne de confédérations, unies par mille liens communs, non de famille, mais d'un commerce sage et utile; enfin, de préparer la voie à la plus glorieuse révolution qu'ait jamais vue la terre.

Les colonies Anglaises commencèrent sous des auspices plus heureux. Plusieurs circonstances importantes avaient nourri l'esprit de liberté. La réformation avait brisé les chaînes de l'esprit humain, et les fréquentes résistances à l'exercice du pouvoir absolu, avaient assez produit la reconnaissance des droits les plus essentiels de l'homme, et dans une forme assez permanente, pour qu'on pût les invoquer. De nombreuses sauve-gardes de liberté avaient été établies. Les colons, emportant avec eux les semences de la liberté les avaient transplantées sur un sol plus propre à les recevoir, et où ils allaient

se développer sans être étouffées par des rois et des nobles. Les colons étaient les plus libres parmi les hommes libres. L'habitude de ramener les droits à un mémorial durable et frappant, avait donné naissance aux chartes diverses sous lesquelles les différentes colonies furent établies. Elles peuvent surmonter les premiers obstacles, inséparables de leur situation, avec peu ou point d'assistance; les nations indiennes qui s'opposèrent à leur formation, furent subjuguées; les terres furent cultivées, et des villes commencèrent à s'élever sur les rivages de l'Atlantique. En peu de temps le commerce des colonies, employa des milliers d'Anglais, et un marché considérable s'ouvrit bientôt aux manufactures anglaises. Là, sans qu'il en coûte presque rien à l'Angleterre, ses entreprises et son industrie trouvèrent de vastes trésors. Les colonies avancèrent rapidement parce qu'elles avaient leur part de cette liberté, en quelque sorte particulière à la grande

Bretagne. Bientôt cependant l'Angleterre méconnut ces avantages ; et les colons eurent lieu de se plaindre de ses dispositions à consulter toujours ses propres intérêts du moment ; ils étaient continuellement insultés par l'insolence des favoris de la cour envoyés pour s'enrichir à leurs dépens ; ces abus, dans des pays où la société n'admettait aucune distinction de rang, où les prétentions de la naïssance étaient peu connues, où il n'y avait point de caste appelée par des droits héréditaires à l'administration et au culte public, constituaient les vrais éléments du républicanisme. Heureusement pour les colonies, elles commençaient à sentir leur force avant que la grande Bretagne eût étendu l'exercice d'un pouvoir arbitraire. Après une lutte longue et pénible contre un des plus puissants états de l'ancien monde, deux millions d'hommes libres furent enfin reconnus nation indépendante. Dès lors notre population, notre richesse, notre force, se sont aug-

mentées avec une rapidité sans exemple. Nous sommes devenus dix fois plus importants, même pour la nation qui s'efforçait de nous enchaîner, malgré tous les moyens que sa folie a employés pour exciter notre inimitié; *chaque jour encore nous devenons plus utiles et même nécessaires à tout l'univers.*

Si notre indépendance fut un événement si grand, si universellement mémorable, combien doit être puissante la révolution effectuée par près de la moitié du monde habitable, quand elle pourra sans obstacles déployer ses ressources et accroître sa population! Les nations ne sont pas plus créées pour l'existence solitaire que les hommes; ce sont les rapports continuels et le commerce avec les différents pays qui civilisent l'humanité et ouvrent la carrière aux industrieuses entreprises. Quelle nation serait effacée de la carte sans que toutes les autres en souffrîssent? Ces relations ont donné du pain, je dirai plus, elles ont donné la

vie à des milliers d'individus qui n'auraient jamais connu l'existence. Qu'elle est donc intéressante pour toutes les nations la naissance des Etats américains, dont le commerce ajoutera bientôt dans une mesure incalculable au trésor où puise l'industrie du genre humain! Jamais une scène plus magnifique ne se déploya devant l'œil de la philosophie. Les événements passés ont suffisamment prouvé que ce grand ouvrage ne s'accomplirait jamais sous le gouvernement de l'Espagne. Maîtresse de l'un des plus beaux pays de l'Europe, si elle était privée des colonies et forcée de se borner à jouir des avantages de ses relations futures avec elles, comme l'Angleterre avec les Etats-Unis, elle pourrait encore se régénérer et devenir plus puissante et plus respectable qu'elle ne le serait avec tout l'or et tout l'argent de l'Amérique entassés sur sa paresseuse indolence. La découverte de l'Amérique a déjà produit des effets merveilleux, mais si nous comparons ces effets avec ce qui doit encore

arriver, ils ne semblent que la première lueur d'un jour éclatant. Personne ne contemple l'état futur de l'Amérique, sans avoir l'âme remplie des idées les plus magnifiques et des plus sublimes espérances. Mais jusqu'ici la découverte est pour ainsi dire encore inconnue. La séparation des colonies américaines a été regardée par les hommes prévoyants comme un événement inévitable du cours des temps, malgré toutes les précautions pour l'empêcher. Rien de plus naturel que de supposer, que lorsque les vastes étendues de pays de ce côté de l'Atlantique auraient une population proportionnée à leur étendue, elles surpasseraient tellement l'état colonisant qu'il ne serait plus que leur simple satellite. On ne persuaderait point aux colonies de rester dans l'infériorité de la dépendance, lorsque comparativement l'ancien état serait tombé dans la nullité. Supposez tout le reste de l'Europe à trois mille lieues de l'Espagne : resterait-il dans une soumission coloniale vis-

à-vis de cette puissance? La supposition seule d'une telle idée démontre son absurdité. Lorsque Jacques premier unissait la couronne d'Ecosse à celle d'Angleterre, quelques personnes exprimaient la crainte que l'Angleterre ne devînt une province; le contraire arriva naturellement. En politique, comme en astronomie, c'est une loi de la nature, que les petits corps roulent autour des plus considérables. Dès que la colonie surpasse l'ancien état en habitants et n'est pas du reste très inférieure sous le rapport des lumières et de l'intelligence, l'ancien état doit de nécessité prendre la place occupée auparavant par la colonie, ou une séparation est inévitable.

Il y a une autre raison à cette tendance de séparation. La colonie et l'ancien état deviennent avec le temps des nations distinctes; la différence de caractères et d'occupations, née de la différence du climat et de la nature des pays; des changements considérables dans la langue et les ma-

nières de tous deux, dûs au défaut de rapports fréquents, produiront bientôt des distinctions essentielles. Ajoutez à ceci, l'arrogance offensante de l'Européen, qui s'imagine un être supérieur, comme arrivant immédiatement de la source originelle et plus pure de la race, qui regarde avec mépris et insulte les naturels dégénérés, lesquels, à leur tour, s'indignent de l'égoïsme et de l'insolence de l'étranger. L'expérience ne nous manque point à ce sujet. Dans notre pays, avant la guerre de la révolution, les Anglais se croyaient des droits aux hommages de tout Américain, et la déviation naturelle aux manières anglaises était considérée comme une preuve de dégénération. Ceci explique beaucoup les sentiments d'inimitié qui existaient déjà avec l'Angleterre, et qui paraissent peu naturels à des observateurs superficiels. Si la simple circonstance de vivre dans un pays éloigné et d'adopter des habitudes différentes, produit en peu d'années une si grande diversité, l'effet sera plus grand

encore là où il y a différence de race. Dans les Etats-Unis, nous avons un grand nombre de citoyens de différentes nations de l'Europe; dans l'Amérique méridionale, à la vérité, les colons étaient en grande partie de la métropole; mais la différence était plus qu'opérée par le nombre d'Indiens civilisés qui composaient en grande proportion la population de plusieurs parties, et qui par la suite se mélangeaient avec les Espagnols d'Europe et leurs descendants et firent un peuple distinct. Les naturels du pays se mêlangeaient sans difficulté et partageaient les sentiments de leurs compagnons, tandis que les Espagnols, qui ne pouvaient former une portion considérable du tout, étaient traités en inconnus, en étrangers du moins, jusqu'à ce qu'ils eussent été long-temps établis dans la colonie, qu'ils eussent des familles, et se fussent identifiés et amalgamés à la masse. Plus la colonie devint populeuse, en restant toujours colonie, plus elle s'é-

loignait, sous le rapport des sentiments, de l'ancien état; plus donc les liens à cet état étaient faibles, et plus augmentait la difficulté de maintenir l'obéissance. Lorsque l'habitude, le charme ou la magie de la dépendance furent une fois dissipés, l'ancien état fut regardé sous le même point de vue que toute autre puissance étrangère, et ses efforts pour ramener les colonies à l'obéissance, considérés comme une invasion de la part d'un autre ennemi. Voilà pourquoi les indigènes de l'Amérique du nord et du sud sont devenus *patriotes*, défenseurs de leur sol natif; tandis que l'Espagne remplit le rôle de l'injuste attaquant et s'amuse à croire qu'il s'agit d'appaiser l'insurrection d'une province voisine, dans laquelle il reste des sentiments cachés d'affection, ainsi que dans le cœur d'un fils qui désobéit à son père. L'Espagne n'a point à réduire la Catalogne et l'Arragon révoltés; elle fait la guerre à une nation ou des nations éloignées, avec le plus

grand désavantage possible. Cette entreprise est des plus insensées, car supposons même qu'elle réussît pour le présent, changerait-elle les esprits? Il serait aussi raisonnable de songer à la guerre contre les éléments. Le moment n'est pas éloigné, où *dans la marche de la nature, les colonies seront indépendantes.*

Il est évident, que les colonies espagnoles étaient depuis long-temps un peuple très-différent des Espagnols d'Europe et que par une conséquence naturelle, des haines et des jalousies mutuelles s'entretetenaient entr'eux. Les colons ont dû sentir long-temps qu'on les tenait en esclavage. Ils devaient naturellement demander : » Combien de temps l'Espagne veut-elle « nous considérer comme des accessoires « à sa monarchie, comme des esclaves « enchaînés aux roues de son char, pour « ajouter à sa vanité et à sa pompe? Se- « rons nous ses colonies pour toujours? « renoncerons-nous à tout espoir de ré-

« clamer quelques honneurs pour le sol
« chéri de la patrie, de décorer et d'em-
« bellir le berceau de nos ancêtres, nos
« propres demeures, la seule contrée qui
« possède nos affections, le séjour de nos
« parents? Serons-nous arrêtés dans toutes
« nos entreprises par des étrangers, qui
« viennent à nous comme d'un autre globe,
« qui n'ont aucuns liens parmi nous, et
« qui sont indifférents à la prospérité et à
« l'avancement de notre contrée? Reste-
« rons nous honteusement soumis à ces
« maîtres en fait de goût, qui nous dé-
« fendent l'usage de nos biens, et qui
« emportent, nous ne savons où, les fruits
« de notre industrie? » La seule réponse
de l'oppresseur eût été courte et simple.
» J'ai la puissance. « Voilà ce que je nie.
Le monde se réjouit qu'un peuple qui a pu se défendre lui-même dix ans, soit en état de se défendre lui-même à jamais.

La politique de l'Espagne tendait nécessairement à créer et à augmenter la haine

profondément enracinée. Son gouvernement serait bientôt considéré comme une odieuse usurpation. Le sujet le plus agréable des pensées et des entretiens parmi les colons, serait leur délivrance de ces chaînes politiques. Ils regarderaient le jour qui amènerait cet événement si désiré, avec quelque chose d'une dévotion religieuse. Le triomphe de ces vœux est dans la nature. Il y a dans les monarchies étendues, qui ont l'avantage d'être contiguës ou peu séparées, une tendance continuelle à tomber sous leur propre poids. Nous lisons aux discours de Cicéron contre Verrès, une belle peinture des mille et mille impositions auxquelles les provinces éloignées sont assujéties; les vexations pratiquées par les vice-rois presque sans réponsabilité, par les gouvernements et les agents subalternes, envoyés pour gouverner, n'ont point de termes; rien ne supplée au besoin d'un pouvoir centralisé, d'une source originelle d'autorité au milieu des provinces. Une contrée ainsi éloignée, privée d'un gouvern ement de son choix,

est un monde sans soleil. La distance de la métropole en bannit toute communication de sentiments avec elle, ou n'en permet qu'une faible. Aucun empire avec un territoire étendu, et surtout divisé par l'Océan, ne peut donc être de longue durée, à moins qu'il ne se partage en états séparés, ayant chacun son centre de pouvoir, auquel se rattachent la sympathie, les passions et les intérêts des peuples. De plus, outre l'éloignement de la métropole, qui ne permettait pas aux Américains une communauté de sentiments avec l'Europe, et autorisait les gouverneurs et les employés importés à pratiquer impunément leurs abus, l'Océan établissait encore une séparation de mille lieues. En plaçant l'Amérique à une telle distance de l'Europe, la nature semble avoir défendu qu'elle soit dépendance, plantation ou accessoire des petits Etats européens. Le Roi de Brésil s'est conduit sagement quand il a transporté sa cour et son gouvernement dans ses possessions d'Amérique, et a converti en province l'ancien

siège de son empire; ses possessions d'Amérique étaient trop considérables pour demeurer une colonie distincte; et quoique la forme de son gouvernement ne soit pas celle que nous préférions voir dominer en Amérique, néanmoins le parti qu'il a pris vaut encore mieux que de les avoir retenues dans l'état de colonies. Mais il faut qu'il se hâte d'identifier ses intérêts avec ceux de l'Amérique, il faut qu'il cesse d'être Européen, qu'il sorte du dédale de la politique d'Europe, ou il rendra sa position difficile. Je serais bien aise de voir encore élargir la brèche entre lui et l'Espagne, et en même temps rejetter rigoureusement l'intervention des alliés dans les affaires de l'Amérique. La famille royale d'Espagne eût agi prudemment dans ses propres intérêts, si elle fût venue à Mexico.

L'Espagne s'est bien aperçue de cette disposition ou de cette tendance de la part des colonies à se séparer et à se donner un gouvernement. Elle savait que l'état colonial était forcé et trop contre nature pour

subsister long-temps. Elle avait eu partout de fréquents indices des dispositions qu'il lui était impossible de méconnaître. Les peuples se mûrissaient graduellement pour une rupture, malgré toutes les précautions qu'elle prit pour retarder une chose si redoutée. Un événement auquel elle coopéra (sans doute par le désir de s'affranchir de ses ambitieux voisins, les Anglais) servit, toutefois contre son attente, à hâter la maturité. Ce fut l'heureuse émancipation des Etats-Unis. Pour éviter un mal, elle en encouragea un autre plus pernicieux encore. Ses colonies ne virent point sans agitation, dans les colonies voisines, la pleine jouissance des biens d'un gouvernement de leur choix et d'une libre constitution. Les prisonniers sont tourmentés du désir de s'échapper, autant à cause de l'amour naturel de la liberté que par la vue d'autres qui en jouissent. Les précautions de l'Espagne redoublèrent donc; et d'un autre côté la désaffection s'accrut dans le même rapport. Toutes les peines prises pour empêcher l'introduc-

tion des principes libéraux dans les colonies furent inutiles. On prohibe l'importation des marchandises, mais les pensées pénètrent de même que les rayons de la lumiére, et il est aussi inutile d'empêcher l'essor des connaissances que d'empêcher le soleil de briller. Les vrais principes de la liberté se sont enfin répandus, ils ne rentreront plus dans la tombe du secret. L'art de l'imprimerie produira avec le temps la liberté de la presse, et là ou règne cette liberté, le despotisme tombe abattu. Ces principes ont rempli l'Europe, et quoique réprimés ils poursuivent leur route en silénce. Ils l'ont prise enfin vers les climats plus rapprochés de l'Amérique du sud; et là nous avons vu ces principes invariablement unis à l'établissement de l'indépendance. *Autrefois une révolution indiquait un peu plus qu'un changement de maître; elle signifie aujourd'hui l'établissement d'un gouvernement libre.* La prospérité sans exemple des Etats-Unis, comme des colons, fournissait un actif aliment au feu

qui avait été allumé.—Leur triomphe sur tous leurs ennemis et leur victoire sur tous les obstacles rendront enfin ce feu éternel. Les entreprises hardies et l'intelligence de nos concitoyens, qui allaient constamment aux colonies espagnoles, en dépit de tous les gardes qu'établissait la plus vigilante jalousie, contribuèrent beaucoup à ouvrir les yeux. Vingt-cinq ans avant les révolutions de l'Amérique méridionale, il y avait un état lent, mais progressif, de préparation pour cette conjoncture favorable. C'est donc une erreur de croire la rupture des colonies une révolte produite par un événement imprévu et accidentel, un orage subit et passager facile à dissiper; c'était véritablement la consommation naturelle de ce qui avait été long-temps préparé par dégrés; hâté, mais non occasionné par des circonstances accidentelles.

Il n'y a rien de plus capable de détruire l'affection que nous voudrions inspirer aux Américains du Sud, dans leur lutte actuelle, que l'idée dominante qu'ils sont tout-

à-fait hors d'état de se gouverner eux-mêmes; jugement que nous portons sans distinction, surtout, quoique l'état moral des différentes colonies ne se ressemble pas. C'est un moyen dont leurs ennemis se sont servis, malheureusement avec succès. On les représente indistinctement, dans un état d'extrême ignorance et d'abaissement, (état qui, pour le dire en passant, couvrirait les Espagnols de honte,) dépourvus d'instruction et de morale; paresseux, inconstants, hébétés, et à-la-fois violents, jaloux et cruels; composés de mélanges hétérogènes, disposés à se diviser en factions, et si on les laissait à eux-mêmes, à s'exterminer les uns les autres, comme les soldats de Cadmus. Enfin aucune peine n'a été épargnée pour les représenter sous les plus odieuses et les plus repoussantes couleurs, et il est parmi nous des hommes qui accordent qu'ils sont les êtres les plus méprisables de la race humaine.

Cherchons un moment qui leur attribue ce caractère? Ce sont ou les ennemis les plus

acharnés, ou ceux qui ne les connaissent pas ou qui à cause des circonstances les ont vus sous l'aspect le plus défavorable. Des personnes qui n'ont jamais vu un seul Américain du Sud, ont l'habitude de les condamner tous en masse, comme stupides, dépravés et grossiers. Malgré cela, si nous consultons les voyageurs éclairés qui ont visité ces pays, nous les verrons tous rendre hommage à leur intelligence naturelle et au grand nombre d'hommes instruits et bien élevés qu'on y rencontre. Mais est-ce à nous à répéter ces calomnies? Rappelons-nous le caractère qu'on nous attribuait il n'y a pas longtemps par toute l'Europe, et nous balancerons à condamner un peuple que nous n'avons pas eu l'occasion d'apprécier avec justesse. Jusqu'à la révolution d'Amérique, la mode répétait une opinion très-agréable à la vanité européenne, que l'homme dégénérait dans le nouveau monde, et s'il n'était sans cesse renouvelé par l'intelligence européenne, qu'il courrait le danger de perdre la faculté de la raison.

Depuis quand cette calomnie a-t-elle été réfutée ? ne voilà t-il pas les mêmes hommes qui l'affirment? Cependant l'homme éclairé qui savait que la vraie dignité du caractère humain ne dépend point du climat ou du sol, mais de la liberté et de l'indépendance du gouvernement, aussi nécessaires que le soleil et l'air le sont aux plantes, prédisait ce que nous deviendrions, abandonnés à nous-mêmes. « Pour-« quoi, demandait un éloquent orateur, « l'esclave regarde-t-il tranquillement la « colline où Léonidas expira ? La nature « de l'homme n'a point changé, mais « Sparte a perdu le gouvernement auquel « la liberté ne pouvait survivre. »

L'homme est partout un être noble et sublime, et si le poids qui le courbe vers la terre disparaît, si les liens esclaves dans lesquels il est enchaîné se brisent, il s'élévera facilement à la hauteur naturelle de son caractère. Nos ennemis d'Europe ont encore l'habitude, malgré les preuves données dans la paix et dans la guerre, de nous

représenter dégénérés, au moins incapables de rien de grand. Nous savons que ces opinions sont la calomnie de l'envie et de la malveillance, répétées par l'ignorance et le préjugé; ne pouvons-nous donc *par charité* supposer que toutes nos notions sur les Américains méridionaux sont fausses?

L'assertion constante de nos ennemis, durant notre lutte mémorable pour l'indépendance, était notre incapacité supposée de nous gouverner nous-mêmes. Ils nous représentaient comme un peuple généralement sans culture; notre distance de la métropole, de ce soleil des lumières, nous empêchait de rien savoir, et par conséquent de faire aucun bon usage de l'indépendance, quand même il nous serait possible de l'acquérir; ils nous disaient remuants et factieux, et nous précipitaient dans un état d'horrible anarchie, ou nous rendaient, par nos divisions intestines, la proie de l'ambition de chefs militaires. Rien de tout cela n'est arrivé, et ne devait sans doute arriver. Il est dé-

plorable de voir le penchant de l'esprit humain à former des opinions sans date et sans expérience, ou à former des théories générales d'un petit nombre de faits isolés. C'est une source de mille injustices en politique, en science, en morale et en philosophie. Le bigotisme d'opinion oppose la plus forte barrière aux progrès de l'esprit humain. L'ignorant et le présomptueux, croiront toujours *que ce qu'ils ignorent, n'existe point.* Un étranger me demandait un jour pourquoi on ne publiait dans ce pays aucun ouvrage original? Par cette simple raison, répliquai-je, que vous ne les avez point lus. Nous prononçons sur le caractère des Américains du sud; nous les déclarons privés de ces qualités que nous estimons le plus, non que nous les connaissions, mais parce que nous ne les connaissons pas. C'est ainsi que le vain et méprisant despote d'Afrique ou d'Asie prononce que l'Européen est d'une race inférieure, dans un état d'ignorance et de barbarie.

Le caractère que nous attribuons à nos frères du Sud, ferait tort aux moins civilisés de nos Indiens. Que les connaissances soient aussi générales parmi eux que chez nous, c'est, je pense, ce que personne ne prétendra ; cependant n'avons nous point fait de progrès depuis la révolution d'Amérique? Une telle question se passe de réponse. Trois générations d'hommes libres ont paru depuis cette époque, et chacune a apporté des améliorations. Je demanderai parmi quels hommes a commencé notre résistance à la grande Bretagne ; par qui elle a été amenée et dirigée? Sans doute par la partie intelligente de la communauté, qui a mis en mouvement la masse grossière, en s'adressant aux passions qui appartiènent à la nature et non pas à l'éducation seule, et en inculquant des idées qui ne s'étaient point offertes d'elles-mêmes à ceux qui n'ont point l'habitude de lire et de penser. Comparez l'état de connaissances générales et d'esprit public de ce temps avec le pré-

sent, et vous trouverez que la balance est autant en faveur de nos jours, qu'elle l'est en faveur de l'état actuel de notre population, de notre force et de notre amélioration politique. Mais nous avions alors beaucoup d'hommes bien instruits, surtout dans les différentes professions; une classe nombreuse possédait assez de fortune, et avait assez de loisir et le moyen d'acquérir assez de connaissances pour comprendre leurs droits, et y attacher une juste valeur et apprécier l'avantage d'une séparation avec la grande Bretagne. A-t'-on jamais soutenu qu'on ne trouverait aucun de ces éléments dans l'Amérique méridionale? je suis loin de prétendre que la grande masse de sa population soit aussi bien disposée que l'était la nôtre; mais que l'on se souvienne que nous établîmes à-la-fois non seulement un gouvernement libre, mais le plus libre des gouvernements qui eussent jamais existé. De ce que les Américains du sud ne peuvent établir un gouvernement à beaucoup d'é-

gards aussi libre que le nôtre, il ne s'ensuit pas qu'ils soient incapables de tout, excepté d'un despotisme absolu. Il ne serait point difficile de prouver qu'il y a de forts traits de ressemblance entre le peuple du midi et le nôtre, et qui leur permettent également d'aspirer à un gouvernement libre. Les moyens d'acquérir de la fortune, par exemple, suffirent pour élever dans chaque village ou district, des familles qui devinrent assez à leur aise pour acquérir de l'instruction et se maintenir dans un caractère respectable ; là, comme chez nous, des hommes avaient des états ; ils étaient nécessairement éclairés, et attachés au sol par les liens de la naissance et les unions de familles, et ne pouvaient cependant aspirer aux charges publiques et aux honneurs. Les prêtres du pays étaient, presque sans nulle exception, exclus des dignités de l'église, communément conférées à des étrangers. Les prêtres séculiers, bien loin d'être contraires à la cause de l'indépendance, ont été ses plus

actifs soutiens, et bien plus même, les avocats *des principes les plus libéraux*. Le fait est que ces prêtres, qui sont les fils des familles les plus respectables, sont chefs d'armées, officiers de partisans, et s'occupent activement de répandre les connaissances politiques parmi le peuple. Ces hommes ont en effet long-temps médité l'émancipation de leur pays, et plusieurs, selon toute apparence, ont pris leur robe pour mieux cacher leurs études. J'ai su d'un grand nombre de personnes, que long-temps avant la lutte actuelle de l'Amérique méridionale, elles avaient été surprises des sentiments libéraux du clergé et de l'avidité extraordinaire avec laquelle il saisissait tout ce qui venait de notre pays.

Quelques peines incroyables que prît le gouvernement espagnol pour repousser toute lumière des colonies, et toute connaissance libérale; quoiqu'il proscrivît tous les livres qui eussent découvert aux Américains du Sud, *l'important secret qu'ils*

étaient hommes, il était absolument impossible de bannir toute espèce d'enseignement; quelques branches étaient même encouragées pour détourner l'attention d'études plus dangereuses; il y avait des colléges et des séminaires pour l'éducation dans les principales villes et cités, et aussi des écoles pour les premiers élements; les enfants de quelques personnes des plus fortunées étaient, de même que chez nous, envoyés au dehors. Considérée philosophiquement, c'est une entreprise bien vaine que de vouloir forcer les pensées dans un canal particulier, comme un torrent d'eau. La lecture d'un livre ne peut guères produire plus d'effet que de mettre l'esprit en mouvement; quand nous commençons à penser, quel autre que la divinité serait capable de mettre des liens à nos pensées? La simple lecture d'un édit qui défend de lire un livre, donne souvent lieu à une suite de pensées plus dangereuses que le livre lui-même.

Dans l'Amérique du Sud, comme dans

celle du Nord, il était facile de gagner sa subsistance, et à cause de la faiblesse de la population, les hommes étaient plus précieux que dans les contrées populeuses et misérables de l'Europe. Il y avait peu ou point de noblesse héréditaire pour les humilier et les habituer à sentir leur infériorité; la noblesse telle qu'elle était dans le pays (issue des vieilles souches espagnoles dégénérées), était regardée comme une plante exotique, mal accommodée au sol et au climat. En général, chacun était l'artisan de sa propre fortune. La seule distinction réelle de rang naissait de la supériorité de richesses, de talents ou de fonctions; la noblesse exotique, qui aspirait à quelque chose de plus, n'était pas mieux regardée que des étrangers, souvent méprisables en eux-mêmes et méprisés en secret par toutes les classes d'indigènes. Je ne crois pas risquer beaucoup en assurant que nos frères du Sud, pris ensemble, étaient plus faits pour la liberté (la Suisse exceptée) qu'aucune partie de l'Europe. Les bergers

d'Amérique sont une race d'hommes hardie, robuste et courageuse, et par la nature même de ses occupations, sérieuse et réfléchie, tandis que les Espagnols d'Europe tombaient dans l'indolence, et perdaient l'esprit mâle d'indépendance qui les mettait autrefois au dessus de tous leurs voisins, et qui brillerait encore aujourd'hui sous un autre gouvernement. Le même esprit était cultivé et se fortifiait dans les colonies; et il ne faut plus aujourd'hui que le diriger vers un noble dessein. Les agriculteurs étaient plus libres et gagnaient une subsistance plus facile que leurs frères d'Europe; il n'était pas au pouvoir de l'Espagne de l'empêcher. Les marchands et les artistes des villes, par la plus grande facilité de vivre, avaient de même plus de temps pour la réflexion que les personnnes de la même classe dans les contrées populeuses. La nature des choses voulait qu'il y eût une égalité plus générale parmi les indigènes dans les colonies espagnoles que dans les pays européens. Des personnes possédaient,

à la vérité, des biens considérables, mais elles les avaient acquis elles-mêmes, ou elles les tenaient de leurs ancêtres immédiats. J'ai su qu'un des plus riches individus de la Nouvelle Espagne était, il y a peu d'années, un conducteur de mules. Nous tomberions dans les plus grandes erreurs, si nous établissions notre opinion de l'état moral essentiel de la colonie par l'état européen dont il a été formé. Il y a des traits particuliers, qu'on retrouve dans chaque colonie, de quelque nation qu'elle soit ; et l'on aura des idées plus précises de leur caractère, par un examen attentif du nôtre, plutôt qu'en prenant pour guide, l'ancien état, la simple théorie, ou les calomnies des ennemis.

Ce que nous avons vu dans ce pays, il y a quelques années, de l'Amérique méridionale, ne justifie assurément pas l'opinion que plusieurs d'entre nous ont du caractère et de la capacité de ce peuple. Les contrées qui produisent des Clemente, des Gaul, ne sont point tombées dans une

ignorance grossière, ou incapables de se donner une forme de gouvernement sage. Nous avons entendu que ces hommes respirent des sentiments d'une fière indépendance et d'un patriotisme exalté, que nous croyons être le partage exclusif de la Grèce ou de Rome. J'étais honteux en entendant ces mêmes hommes se plaindre de ce que nous regardions tous leurs compatriotes comme dégradés au dessous du reste de leur espèce; de ce que nous ne connaissions pas même leur géographie, et de ce que plusieurs d'entre nous traitaient leur cause avec une indifférence insultante. Je rougis de la vanité et de l'amour-propre de mes compatriotes, qui refusent d'accorder les attributs communs de l'humanité à ces hommes généreux qui ont offert leurs vies et leurs fortunes pour donner la liberté au sol chéri de la patrie.

Heureusement pour eux, tous les efforts de leurs ennemis ne suffiront pas pour arrêter les progrès de l'esprit humain en Amérique. L'Espagne a adopté un système

calculé pour retarder la prospérité générale de ses colonies; elle a satisfait sa cupidité par les plus blâmables exactions; et cependant la vaste étendue du nouveau monde et la facilité des moyens de subsistance, rendaient impossible à un grand dégré la tyrannie d'une nature simplement personnelle. L'Américain a toujours été un homme libre, malgré les mesures tyranniques pour retarder la prospérité générale; l'individu était libre, par la nature même du pays qu'il occupait. N'imitons point l'égoïsme des Anglais qui se prétendent le seul peuple de l'Univers capable de jouir d'une liberté forte et raisonnable. Croyons au contraire, qu'on jouit de la liberté sous plus d'une forme; la Suisse était libre; les républiques d'Italie étaient libres; la Hollande était libre, quoique chacune sous une forme différente. L'Amérique du sud aussi sera libre, et il y a des raisons de le croire, sera aussi libre que nous-mêmes. Nous avons un motif puissant pour prononcer avec prudence sur le caractère de nos frères du

sud. L'humanité est-elle sans droits auprès de nous? Il serait beau d'accorder aux patriotes au moins une occasion de prouver s'ils méritent ou non le glorieux privilège de l'indépendance. Quel tort peut-il résulter pour le monde de l'expérience? Certes aucun état où on les place ne sera plus nuisible aux intérêts de l'humanité, à la cause de la nature, qu'un retour sous la triste domination de l'Espagne, décidée plutôt que d'abandonner le sceptre, à régner sur les ruines des villes et sur des plaines désertes.

Le caractère de l'ancienne Espagne même, quoiqu'aujourd'hui tombé si bas, était autrefois, je l'ai déjà dit, d'une espèce toute différente. Nous aurions tort de supposer les Espagnols insensibles aux charmes de la liberté, ou ne connaissant pas les principes d'un gouvernement libre. L'histoire d'Espagne est pleine des plus nobles traits de patriotisme, depuis le temps de Viriate jusqu'à celui de Palafox. On voit en même temps des preuves de la résolution du peuple,

quand il s'oppose aux mesures tyranniques de princes despotes. La conduite des Cortès et des Juntes provinciales prouve s'ils sont incapables de se gouverner avec les formes les plus populaires. La défense du pays, dans les tems les plus difficile s, fut conduite par ces assemblées, d'une manière très-active. *La liberté n'est point même encore éteinte parmi les peuples d'Espagne*. La constitution ou forme de gouvernement, adoptée par eux, renfermait les plus beaux traits de celles d'Angleterre et des Etats-Unis, tandisque dans le même temps les colonies respiraient des sentiments encore plus libres. Les amis de l'humanité entretenaient l'espérance que l'Espagne, sous une monarchie tempérée, reprendrait son ancien rang dans l'Europe. Les Juntes et les Cabildos ont toujours existé dans la Monarchie espagnole; ce sont des assemblées populaires qui mettent entre les mains des sujets une portion assez considérable du gouvernement, et qui, semblables au jugement par Jurés, en Angleterre, ont accoutumé le peuple à

se croire quelque chose de plus que des chiffres dans l'état. La nécessité rendait l'usage de ces assemblées ou conseils populaires plus commun dans les colonies que dans l'Espagne, circonstance qui jointe au plus grand dégré de liberté et d'indépendance personnelle des colonies, à cause de l'éloignement, doit avoir fait le peuple d'une caste toute différente des esclaves d'un despotisme absolu. *Il n'est pas si difficile d'être libre qu'on voudrait nous le persuader; la liberté est la condition naturelle de l'homme; il lutte sans cesse pour retourner à l'état auquel la nature l'a destiné.*— D'un autre côté, l'esclavage est une condition forcée et factice qu'on ne maintient qu'en chargeant de chaînes le corps et l'esprit. Quoi donc dans la nature empêchera les patriotes, après s'être délivrés du despotisme étranger, d'établir avec le temps des gouvernement doux et salutaires? Ils ne manquent point de connaissances sur les vrais principes de tels gouvernements; le temps où ils vivent est suffisamment éclairé à ce sujet;

on trouve à la fois le précepte et l'exemple; ils n'ont qu'à choisir ce qui leur convient. Leurs relations avec les Anglais et avec nous les aideront à se former des opinions correctes sur les matières politiques. Ils peuvent, comme nous, adopter les principes libres du gouvernement anglais, sans l'échaffaudage qui cache et déforme l'édifice; ils n'établiront sans doute point de monarchie, faute de sang royal d'origine; leurs familles comme chez nous, ne font guères remonter leurs ancêtres au-delà du déluge universel.

Il n'est pas toujours sûr de raisonner sur ce qui sera, d'après ce qui a été. Si quelques parties de l'ancien monde n'ont point réussi à établir un gouvernement libre, cela vient de mille causes, qui ne peuvent exister dans le nouveau monde; et dans cette partie, au contraire, il y a mille causes favorables à un gouvernement libre et qu'on ne trouve pas ailleurs. Un savant écrivain anglais assurait que nous ne pouvions établir de gouvernement durable, parce que nous n'avions

ni Lords, ni famille Royale; que nous tomberions inévitablement dans un état d'anarchie; car sans gouvernement, disait-il, l'homme ne peut pas plus vivre que le poisson sans eau. » Admettant comme « un fait, répondit notre vénérable Franklin, que nous soyons hors d'état d'é- « tablir aucun gouvernement, la consé- « quence n'est pas en Amérique ce qu'elle « serait en Angleterre; les Indiens n'ont « point de gouvernement, dans le sens « propre de ce mot; plusieurs de nos éta- « blissements éloignés, n'ont point d'autre « gouvernement que celui auquel la ma- « jorité se soumet par un consentement « tacite; les colons, en général, dans les « rapports intérieurs, vivent sous des « règles qui n'ont pas le poids d'une plume « comparés à celles de l'Angleterre? » En effet, c'est un sujet d'étonnement pour les Européens, à leur arrivée dans ce pays, de le trouver entièrement privé de gouvernement; car de ce qu'ils ne le voient, ni ne le sentent, ils présument qu'il n'existe

point ; et cependant, je le demanderai, ne se trouvent-ils pas également protégés ? Un tel état de choses provient de circonstances particulières aux colonies d'Amérique et communes à toutes ; circonstances qui ont agi plus puissamment que notre grande sagesse, ou la magie des principes tirés d'abord de l'Angleterre et purifiés en Amérique.

Certains faits parlent hautement en faveur des intentions de l'Amérique méridionale. Dans toutes les colonies où l'étendard de l'indépendance s'est levé, on a fait un appel formel au monde civilisé, pour expliquer les causes de la révolution. Ces déclarations publiques sont exprimées en des termes semblables à notre acte sur le même sujet, et évidemment dictés par le même esprit. Leurs proclamations, leurs écrits politiques, pourraient être avoués sans crainte par nous dans ce pays. Ils ne peuvent manquer d'avoir élevé l'esprit des jeunes gens et des hommes ardents ; et la génération naissante les chérira toute la vie. J'ai entendu rapporter à un de mes compatriotes,

les réponses aux questions qu'il faisait souvent aux jeunes enfants des classes les plus communes, » Qui êtes vous? — Un patriote.
« — Pourquoi êtes vous patriote? — Parce
« que je défendrai mon pays contre l'enva-
« hissement, parceque je ne veux point que
« mon pays soit gouverné par des étrangers,
« et parce que je désire que mon pays soit
» libre. » L'établissement des journaux a immédiatement suivi l'expulsion des autorités espagnoles ; les dissertations politiques éclairées et libérales, dont ces papiers sont remplis, réfutent assez les calomnies de leurs ennemis. De justes notions sur les sujets politiques sont, il est vrai, bornées à un plus petit nombre que celles répandues parmi nous au commencement de notre lutte politique ; mais le désir de s'affranchir d'un pouvoir étranger s'est tout-à-fait emparé de la grande masse du peuple. Nos constitutions sont traduites et répandues partout, ainsi que les meilleurs écrits de notre révolution. Deux jeunes jurisconsultes furent exclusivement employés à ce

sujet, par le gouvernement de Venezuela et envoyés à Philadelphie, où ils firent plusieurs traductions. Il serait certes très étrange que dans cette lutte prolongée, dans une lutte propre à réveiller toutes les facultés et toute l'énergie de l'homme, il n'eût été fait aucun progrès dans la science politique. Je rapporterai un autre fait, qui ajoute aux présomptions en faveur des patriotes, et qui ne peut manquer d'être agréable à tout cœur américain. C'est l'affection spontanée et l'estime constante, manifestée en toute occasion pour les citoyens et le gouvernement de nos états. Les Américains sont salués comme frères; on les admire, on les reçoit avec une confiance sans bornes; le succès et la prospérité des Etats-Unis sont leur entretien continuel; et c'est le motif qui soutient leur résolution dans leurs moments les plus tristes et les plus décourageants. Qu'il serait facile d'assurer pour toujours l'amitié d'un peuple si bien disposé! Qu'il est en notre pouvoir de former le carac-

tère de nations destinées à jouer un rôle si important dans les affaires du monde ! Des améliorations considérables dans le gouvernement de l'Europe, ne peuvent être attendues maintenant et ne s'effectueront que par de lents progrès ; s'il ne serait pas même d'une sage politique de nous en occuper, il est inexcusable de rester indifférents à la nature du gouvernement de nos voisins d'Amérique. La valeur d'une maison dépend beaucoup du sol voisin ; notre situation deviendra meilleure ou pire, d'après le caractère de ceux qui nous touchent ; et heureusement nous ne pouvons être entourés. Les patriotes savent bien que les particuliers américains forment des vœux les plus ardents pour leurs succès, mais ils se plaignent de la froideur de notre gouvernement, qui semble rougir de les reconnaître ; ils ne savent pour quelle raison dans une république, le gouvernement serait indifférent et le peuple animé de l'intérêt le plus actif.

En comparant les efforts de ces peuples

pour secouer le joug espagnol avec nos propres efforts, et avec ceux des autres nations, nous verrons que sous ce point de vue il n'y a pas raison de les mépriser. Combien, par exemple, a lutté l'Espagne pour se délivrer des Maures! combien les Suisses ont combattu dans leurs montagnes presque inacessibles, avant de conquérir le glorieux privilège d'avoir un gouvernement de leur choix! La Hollande a combattu quarante ans contre l'Espagne, à travers mille vicissitudes; pour se concilier les différentes Cours de l'Europe, elle offrait à plusieurs reprises de recevoir un Roi de l'une d'elles; mais aucune ne fut assez dupe pour croire à sa sincérité. Il y a dans l'histoire de notre résistance, beaucoup de choses dont nous avons raison de ne pas nous enorgueillir. Nous rencontrions une foule de difficultés parmi nous; notre population de deux millions et demi fournissait avec la plus grande peine de petites armées qui manquaient toujours de renforts. Si nous avions été unis, si les plus forts eussent combattu,

si le riche eût apporté ses trésors, si tous eussent persévéré avec constance et fermeté dans leurs rôles, la querelle eût été bientôt terminée, mais elle se prolongea pendant sept ans et eut encore besoin de l'aide d'une nation puissante. Nous devrions accorder quelque chose à l'Amérique méridionale. Les incidents de notre guerre ne nous autorisent point à parler avec mépris des efforts d'un peuple combattant contre mille désavantages, qui n'appartenaient point nécessairement à notre situation. La lutte dans l'Amérique méridionale a déjà duré sept ans, avec des succès variés; mais son progrès général a été retardé, comme autrefois le nôtre, par l'espoir d'une réconciliation. Avant la constitution qui mit les Colonies sur le même pied que l'Espagne, les patriotes étaient victorieux sur tous les points; elle les abusa d'une sécurité dangereuse, jusqu'au moment où ils vivent; au lieu de reconnaître l'instrument qui avait donné les moyens de rétablir Ferdinand sur le trône, ce monarque répandit tout-

à-coup toutes ses troupes disponibles sur les différents points du continent et employa tous ses efforts à les réduire à une soumission absolue. Il n'est point surprenant que les patriotes aient éprouvé des revers ; il n'est point surprenant qu'au milieu des scènes d'horrible carnage, ils n'aient pas eu le temps d'établir partout des gouvernements réguliers. Mais nous les voyons reprendre l'avantage, même là où les Espagnols semblaient d'abord tout pousser devant eux. Malgré les inventions des ennemis des patriotes, des faits incontestables nous prouvent qu'ils sont dans un plein cours de succès. Dans les vastes provinces de Grenade, de Venezuela et de la Guyane, les royalistes ne tiennent plus que faiblement la côte et les villes, tandis que tout l'intérieur, affranchi de la dépendance, envoie continuellement des partis d'hommes armés, qui semblables à notre milice, ne peuvent rester long-temps en corps, ou opposer une force régulière disciplinée, mais qui détruiront l'ennemi en

détail. L'issue dans cette portion de l'Amérique méridionale est à peine douteuse; une contrée plus étendue que les treize anciens États, habitée par deux millions de citoyens répandus sur sa vaste surface, ne sera point subjuguée par quelques milliers de troupes étrangères. Aussi ces troupes périssent-elles sur la côte de la mer, sans oser pénétrer dans l'intérieur, tandis que les Espagnols voudraient nous persuader que toute la contrée est soumise, parcequ'ils possèdent quelques villes maritimes. Si le territoire circonscrit de la Hollande ou de la Suisse a pu résister avec succès, pourquoi des pays vingt fois plus considérables ne résisteraient-ils pas à des agresseurs contraints de traverser un Océan de trois mille lieues? La conquête de ces régions est un projet de folie; l'Espagne est libre d'envoyer des armées de bourreaux les unes après les autres pour être détruites; tandis que les Colons acquièrent chaque jour plus de forces et de résolution, et un redoublement de haine contre leurs

ennemis. Est-il possible qu'après les horribles barbaries commises par les Espagnols, les colonies deviennent jamais sujettes? Il n'est aucune partie de ces contrées, qui n'atteste la cruauté furieuse des aggresseurs; ces témoignages resteront à jamais présents à la mémoire. — En un mot *rien que l'extermination totale du peuple* ne remettra ces contrées sous la paisible possession de l'Espagne; les Provinces-Unies de la Plata, ainsi que le Chili et le Pérou, sont déjà perdus à jamais pour l'Espagne. Depuis sept ans les premières n'ont point été attaquées, elles ont commercé librement avec toutes les nations, et commencent à sentir déjà les avantages de l'indépendance. Bien loin de redouter le pouvoir de l'Espagne, Buenos-Ayres a envoyé des secours suffisants pour assister ses frères et voisins du Chili et terminer la durée du pouvoir espagnol dans ces Colonies. Le Pérou suivra bientôt le sort du Chili; la jouissance de l'Espagne une fois anéantie de ce côté, n'y renaîtra

jamais ; elle peut seulement envoyer des troupes autour du Cap Horne (entreprise au-de-là de ses moyens), ou à travers la province de la Plata. Cinq millions d'âmes sont donc libres ; elles peuvent maintenant goûter ce bien si désiré par toutes les nations, comme par les individus, de diriger elles-mêmes leur marche, de poursuivre leur bonheur dans le chemin qu'elles ont frayé ! Puisse le ciel les guider dans son meilleur usage! c'est ma plus ardente prière.

La situation de Mexico, qui nous intéresse peut-être plus qu'aucune autre partie de la terre, serait difficile à assigner d'une manière précise. La nature de sa côte, son manque de port, sa situation séparée, permettent aux Royalistes de nous dérober tout renseignement exact sur l'intérieur. Mille petits artifices sont fabriqués pour en imposer au monde à cet égard, et sur tout ce qui intéresse les colonies. Les Espagnols vont sans cesse semant des bruits ridicules de l'entière soumission du pays, de grandes armées qui arrivent, et des me-

sures prises par les alliés européens. L'Espagne a-t-elle pourtant réussi à persuader aux colonies, contrairement aux désirs du cœur humain, contrairement aux plus simples lumières de la raison, qu'il vaudrait mieux pour elles demeurer ses esclaves, que de suivre leurs penchants et devenir puissantes et heureuses? Les a-t-elle convaincues que l'esclavage vaut mieux que la liberté, que la pauvreté est préférable à l'abondance, qu'il est meilleur d'être conduit par la volonté d'un autre que d'obéir à ses inclinations; qu'être dépouillé est meilleur que d'être assuré dans ses possessions; que d'être enfermés comme des coupables et privés de toute communication avec d'autres hommes, est la plus agréable condition de la société? Si elle y a réussi, nous pouvons croire que son autorité est rétablie.

Ces lâches mensonges forment évidemment partie du système auquel l'Espagne est forcée, et n'obtiennent plus de confiance. Nous ne savons rien ou presque rien

de Mexico, qui ne sorte d'une source espagnole, et ne mérite par conséquent pas d'être cru, excepté pour les revers. Selon leur propre rapport, toute résistance au Mexique aurait cessé depuis un an; et pourtant nous voyons qu'ils remportent encore les plus brillantes victoires. Il est donc probable que le combat n'est pas terminé, des torrents de sang ont déja coulé dans la guerre de la Nouvelle Espagne, ses habitants ont eu d'abord à vaincre des difficultés particulières, les seules armes qu'ils pouvaient se procurer étaient arrachées des mains de leurs oppresseurs; ils sont encore aujourd'hui mal armés et sans discipline; quoique chaque jour les rende plus formidables.

Si les patriotes de l'Amérique méridionale réussissent enfin à contraindre les agresseurs espagnols de cesser leurs efforts, de les laisser respirer en paix, quel sera le résultat probable? Leurs ennemis diront nécessairement qu'ils vont tomber dans les dissensions, dans les guerres civiles, et finir

par se détruire les uns les autres. La même prédiction amicale était sans cesse répétée sur les Etats-Unis, et puisqu'elle s'est trouvée fausse ici, pourquoi ne le serait-elle pas encore pour l'Amérique méridionale ? On disait, entr'autres choses ridicules, que la différence de coutumes dans le Nord et le Midi de ce pays, produirait des guerres : « Quoi, s'écriait un de nos écrivains! pen-
« sez-vous que les habitants de la Nouvelle
« Angleterre et de la Virginie se battront,
« parce que les uns vendent de la morue,
« et les autres du tabac ? ». Quelles causes de différences existent, par exemple, entre Mexico et la Nouvelle Grenade, ou entre ces deux pays et les provinces au sud de l'Atlantique, ou entre les colonies, à l'orient et à l'ouest des Cordilières ? L'Isthme long et étroit de Darien séparera toujours les deux premières ; les vastes contrées depuis l'Orénoque jusqu'à la Plata, et les possessions du Portugal, aussi grandes que toute l'Europe, qui interviennent, formeront, s'il est possible, une séparation plus

complette. Les Andes qu'on ne peut traverser en toute saison, et barrrières plus difficiles à passer que les Pyrénées, si les habitans de l'un des pays n'y ouvrent point de passage, mettront en tout temps la république du côté de la mer pacifique en état d'arrêter les armées de la partie située vers l'Atlantique. Les idées confuses que nous avons de l'intérieur de l'Amérique méridionale, nous conduisent aux opinions les plus erronées. Les colonies de l'Espagne qui combattent aujourd'hui pour l'indépendance, sont séparées par la nature en cinq grandes parties, avec plus de difficultés de communication qu'entre les Etats-Uuis et le Mexique; voilà une des grandes causes du non succès actuel. Elles sont en effet hors d'état de coordonner ou de poursuivre un plan commun. Les provinces au-delà de l'Isthme ne pouvaient avoir de communication avec le Mexique et elles étaient séparées par des déserts immenses de Buenos-Ayres et plus encore du Chili. Le caractère de la population de ces districts éloignés offre aussi

beaucoup de variété; le grand nombre d'Indiens civilisés ou de races mélangées établit des traits distinctifs à Mexico; les provinces de l'autre côté de l'Isthme, ont une portion plus considérable d'hommes de couleur; tandis que les parties voisines du Brézil sont presque composées comme nous, des descendants des Européens; et sur la mer pacifique la population est encore plus homogène. Nous avons l'habitude continuelle de former notre opinion sur les affaires d'Amérique, des nouvelles que nous avons de la lutte à Grenade ou à Venezuela, qui n'a pas plus de rapport avec la lutte sur la Plata et à l'Ouest des Andes que la guerre de l'Inde avec celle de l'Espagne. C'est à Grenade et à Venezuela que la guerre entre les royalistes et les patriotes a pris ce genre d'extermination dont ont cite tant d'exemples. C'est-là que l'Espagne a dirigé ses plus grands efforts; c'est-là qu'on nous dit que le peuple est opposé et divisé en factions, qu'il combat sans accord et sans plans, sous des chefs divers, et qu'il n'a point jusqu'ici établi de

gouvernement régulier. On devrait cependant considérer que tout le pays a été au pouvoir des patriotes, qu'ils avaient réussi à établir des gouvernements qui se sont maintenus avec régularité pendant deux ans; mais quand l'Espagne put y jeter toutes ses forces disponibles, leurs villes furent prises et leurs chefs lâchement assassinés. Notre pays n'aurait-il point offert le pareil tableau, si nous eussions été forcés de fuir aude-là de l'Alleghani, et si tous les chefs de notre révolution eussent été avec trahison arrêtés et livrés àla mort? Telle ne fut jamais la situation de la Plata; le Chili fut bouleversé pendant quelque temps; mais aujourd'hui, étroitement uni avec la Plata, il peut défier l'Espagne.

On dira que ce n'est point entre ces états éloignés du Mexique, de Grenade et de la Plata, que les dissensions sont à craindre; mais que dans chaque province particulière on verra naître des factions, des rivalités et des débats pour la prédominance. De telles conséquences seraient, je l'avoue,

dangereuses partout ailleurs qu'en Amérique. Dans l'Europe, si la noblesse était libre de se livrer sans frein à son ambition, les rivalités des différentes maisons finiraient naturellement par des guerres civiles, et si les rois et les nobles étaient renversés, la populace régnerait : mais l'Amérique n'a point la noblesse ni la populace de l'Europe ; tout homme dans un pays si peu habité, compte pour quelque chose ; il n'y a point de Lazzaroni, point des ces malheureuses créatures *qui demandent la permission de se fatiguer* ; il n'y a point de matériaux pour des troupes mercenaires et des armées permanentes, et les habitants répandus sur une vaste surface ne sont ni emportés par les goûts d'une frénésie populaire, ni travaillés par les intrigants et les ambitieux. Sur cent guerres en Europe, quatre-vingt-dix-neuf ont été le résultat des intrigues et des querelles particulières de familles, et de causes sans intérêts pour les nations ; et presque toutes les commotions populaires furent occasionnées par le man-

que de pain. Les sages politiques d'Europe sont le plus sujets à se tromper dans leur application de l'expérience, tirée de leurs seuls pays, à un état de choses tout-à-fait différent. Il ne faut pourtant pas s'attendre que les colonies émancipées entreront dans un ordre meilleur et formeront des gouvernements réguliers, sans une grande fermentation. L'établissement de gouvernements n'est point une chose facile, au milieu des circonstances les plus favorables ; on doit donc s'attendre à la diversité d'opinions, à de fortes querelles et même à quelques recours partiels aux armes. Un aussi grand ouvrage que l'établissement d'un ferme gouvernement, n'aura point lieu sans troubles. Vingt ans après être devenus libres, nous étions toujours engagés dans des discussions politiques, et l'Europe nous crut tantôt sur les bords du despotisme, tantôt sur ceux de l'anarchie. Mais ces dissensions mêmes étaient peut-être la preuve de notre force politique. Nous avons nos soulèvements,

notre règne de la terreur, nos complots contre le gouvernement et nos déportations. Ces choses faisaient croire aux nations étrangères que nous étions près de nous dissoudre, tandis qu'en effet notre gouvernement se consolidait par degrés et nos mœurs se formaient avec lui. Plusieurs points autrefois sujets de dispute, sont aplanis. Nos progrès en connaissances ont été inconcevables ; il y a plus de lecteurs et de penseurs en politique dans les États-Unis que dans toute l'Europe ; il n'y a point d'Américain, soit qu'il habite les forêts les plus éloignées ou les plus obscurs vallons, qui ne soit au courant de ce qui se passe dans son pays ou ailleurs, aussi bien qu'un ministre d'état. Je ne doute point qu'il ne se soit fait de grands progrès dans l'Amérique méridonale depuis le commencement de la lutte ; l'esprit abandonné à lui-même a dû s'attacher aux opinions et aux sentiments si naturels au cœur humain. Si la lumière n'a point encore pénétré la masse de la société, cela viendra avec

le temps, et il y aura assez de monde sous son influence. Les exemples de la révolution française leur apprendront ce qu'ils doivent éviter, et la nôtre leur montrera à la fois les choses à éviter et celles à suivre. les Américains sont partout modérément réfléchis, doux et aimables dans leurs manières, mais à la fois patients, courageux et persévérants. Il serait seulement possible que les champions militaires qui commandent maintenant les armées, réussissent à établir une espèce de monarchie limitée; quant au despotisme, je le juge impossible là où il y a une si grande portion d'hommes instruits, raison peut-être pour le maintien de la monarchie en Europe, mais le contraire en Amérique. Sous quelque gouvernement que se trouvent les cinq Empires d'Amérique, leur condition s'améliorera rapidement. Mais s'ils imitent la sage politique des États-Unis, en ouvrant un commerce libre avec toutes les nations, en recevant et tolérant tous les étrangers, ils augmenteront bientôt en population et

toutes leurs ressources seront à l'instant mises en action. Ils attireront les hommes ingénieux et entreprenants de chaque partie du monde ; l'essor sera donné à leur industrie ; des plaines, maintenant inhabitées seront peuplées ; des villes s'élèveront, et des améliorations se répandront dans toutes les branches de la société. C'est alors que la découverte de l'Amérique sera complète. Les États-Unis, placés dans le voisinage, recueilleront sans doute plus de fruits ; mais l'Europe, en général, et plus particulièrement l'Angleterre y trouveront des avantages incalculables. *Le temps viendra où l'Europe visitera l'Amérique dans le double but de jouir de son vaste commerce et de trouver un passage vers l'Est ; l'Amérique sera alors le centre de l'attraction commerciale de tout le globe.* Alors se vérifiera la politique prédiction de l'Évêque Berkeley :

» Le cours des empires se dirige « vers l'occident, les quatre premiers actes « du drame sont déjà passés ; le cinquième

« approche; le plus noble ouvrage du temps
« sera le dernier. »

Et cette puissante révolution n'aura été amenée, ni par les guerres, ni par la violence, ni par l'injustice ; tous y trouvant leur intérêt, elle sera par conséquent paisible et en harmonie. Le changement de route dans le commerce de l'orient a trois fois occasionné les plus étonnantes révolutions du monde civilisé; l'isthme de Darien, ce malheureux rempart qui arrêta, il y a trois siècles, la noble ardeur de Colomb, ouvrira enfin un court et direct passage vers l'Indostan et la Chine. (1) Ce

---

(1) Voici un extrait de l'Edinburgh Review sur la description du Chili, par Molina. Il prouve que l'idée d'un passage à la mer du Sud n'est point visionnaire, et il montre en même-temps combien la politique de l'Espagne est incompatible avec les intérêts importants et durables des colonies et du monde :

« En 1805, par ordre du gouvernement espagnol,
« le département hydrographique fit, d'après des le-
« vées scientifiques, une carte sphérique de la mer des
« Antilles et de la côte de la Terre-Ferme, depuis l'île

grand événement sera long-temps retardé par l'Espagne, si l'Europe fermait les yeux à ses vrais intérêts, et aidait cette monar-

---

« de la Trinité jusqu'à la baie de Honduras. Cette carte « fut cause d'une découverte importante. La baie de « Mandinga, immense entrée de mer, commençant à « environ dix lieues à l'est de Porto-Bello, pénètre dans « l'isthme, jusqu'à cinq lieues de l'Océan pacifique. Ce « bassin prodigieux, fermé en partie par une chaîne « d'îles, presque jointes ensembles à l'embouchure, n'a « été visité que par les vaisseaux des Espagnols, et on « ne supposait pas qu'il s'avançait beaucoup dans les « terres, à en juger d'après les anciennes cartes. Une « rivière, qui donne son nom à la baie, tombe dans le « golfe. Cette rivière est navigable et vient très-près « d'une branche du Chepo, grande rivière qui tombe « dans le golphe de Panama. — Nous manquons de dé- « tails satisfaisants sur l'état de ces rivières; mais d'a- « près ce que nous apprend Alcedo, et *les circonstances « de leur navigation étant interdites par les Espagnols « sous peine de mort, sur le fondement exprès que l'on « pourrait découvrir un passage facile dans la mer du « Sud;* et les Boucaniers ayant pénétré de mer en mer « dans cette direction, nous sommes fondés à croire « que l'on trouve ici des facilités extraordinaires pour « cette grande entreprise. La baie a dix brasses d'eau à « son entrée; on en compte onze au milieu et six dans « le fond même ». Les auteurs de l'article, après avoir

chie usée dans l'œuvre détestable de faire rétrograder les colonies de deux siècles, par un système d'extermination. Ces idées paraîtront des rêves à quelques-uns, mais elles seront l'histoire plutôt qu'on ne l'imagine.

Quels seraient, dit-on, les avantages que tireraient les Etats-Unis de l'indépendance des colonies espagnoles? Je défie de noter un seul désavantage. N'avons-nous pas retiré beaucoup de profit, depuis le commencement de notre révolution, du

---

donné quelques renseignements de Herrea, sont amenés à cette conclusion : « Il paraît d'après cette autorité « incontestable, qu'un canal de neuf lieues, à travers « un pays presque plat, est tout ce qu'il faut pour « completter la navigation à travers l'isthme de Panama.

« Dans le cas de l'indépendance entière et durable de « l'Amérique méridionale (évènement très-prochain, il « n'est pas sans raison de s'attendre à voir les mers du « nord et du midi unies dans une cinquantaines d'an- « nées. Et quelle révolution opérée dans la navigation « et le commerce! La distance de l'Inde et de la Chine « serait alors abrégée de plus de 10,000 milles ».

voisinage des provinces espagnoles, malgré les restrictions, les jalousies et les difficultés qui s'opposaient à nos relations, et d'où cela vient-il? De notre commerce avec elles; du débouché que nous y trouvons pour le superflu des produits de notre agriculture, et de l'avantage de recevoir leurs produits et de les vendre aux autres nations. Ne gagnerions-nous pas en étendant ce débouché? Qu'on se rappelle que dans le court espace de vingt ans notre population, selon toute probabilité, montera à vingt millions; que les manufactures se multiplieront beaucoup dans la partie orientale de l'union; que notre marine aura besoin d'occupation, et que l'accroissement des demandes d'Europe, ne sera pas au niveau des accroissements de notre superflu, mais que nous trouverons toujours un marché prêt et avantageux dans l'Amérique méridionale devenue libre. Notre pays est surtout bien situé pour les entreprises maritimes; nos sept cents lieues de côtes sur l'Atlantique sont

admirablement semées de belles baies et d'entrées, et traversées par de grands fleuves. Nous avons déjà fait les progrès les plus surprenants dans les affaires maritimes; mais depuis la paix en Europe, nous ne pouvons soutenir la concurrence pour le commerce le long de l'Atlantique; les Indes occidentales et l'Amérique du sud sont les champs propres de notre commerce, et plus ces champs s'aggrandiront, plus nous y trouverons d'avantages. La nouvelle Espagne, sans contredit la plus belle partie du nouveau monde, destinée par la nature à être la plus riche partie de l'Amérique, et qui comprend même déjà six millions d'âmes, n'a qu'un seul port sur l'Atlantique, et peut même a peine avoir un vaisseau; son commerce sera donc fait par nous, ses plus proches voisins. Cela seul nous indemniserait de la perte du commerce de transport. Les propriétaires de nos vaisseaux du nord sont aussi plus intéressés qu'ils ne l'imaginent à l'établissement de l'indépendance.

Quant aux autres parties de l'Amérique méridionale, nous pourrions au moins le disputer aux Anglais et même tirer des avantages considérables de notre voisinage. Il est d'autres considérations qui appellent notre attention. *Il y a sous plusieurs points un intérêt continental américain, opposé à l'intérêt européen.* Je ne suis point l'avocat de l'idée éblouissante d'un grand congrès américain sur l'isthme, mais il peut exister un accord sur des sujets d'un intérêt général. Le poids et l'importance de chaque Etat s'augmenteront merveilleusement par le voisinage d'états indépendants, même sans alliances. Les Etats-Unis sont à présent un seul pouvoir isolé, et les Monarques le long de l'Atlantique ne redoutent point que d'autres nations fassent cause commune avec nous, quand nos droits sont violés. Mais supposons, par exemple, l'existence de plusieurs gouvernements sur ce continent, entièrement dégagés de tous liens avec l'Europe, et tout-à-fait hors de

sa dépendance , hors du tourbillon de ses intérêts primitifs, l'Angleterre ou tout autre gouvernement auraient-ils dans ce cas anéanti les droits des neutres? Non, ils auraient attaché trop de prix à la bonne intelligence avec l'Amérique pour la traiter avec tant de légèreté.

C'est pour cette raison que nous nous réjouîmes de l'établissement d'une souveraineté américaine indépendante au Brésil. Nous nous livrions à l'espérance que cette souveraineté, comme américaine, serait notre amie. Nous avions raison de croire, d'après la réception de nos agents, que nous ne nous trompions pas. Cependant nous vîmes durant la dernière guerre (par la nature de ses relations avec l'Angleterre) le Roi du *Brésil pencher plutôt du côté de nos ennemis*. Nous n'avons point l'habitude de violer les droits des autres, mais nous n'oublions pas aisément les injures : il nous sembla que l'affaire de l'armateur Armstrong, à Fayal, n'excita point à la cour du Brésil la sensation qu'elle

aurait dû produire. Cependant je suis disposé à l'oubli ; et la nomination comme ministre de ce gouvernement, d'un homme qui avait adopté notre pays, qui était lié avec plusieurs de nos concitoyens distingués, qu'enfin on supposait trop républicain pour l'Europe, semblait un *compliment* à nos institutions, et le désir de relations amicales. L'intérêt du Roi du Brésil est de rendre ce pays florissant, et plutôt il renoncera à ses possessions d'Europe, plus il fera bien. Je suis forcé d'avouer que je suis blessé de la manière dont la dernière insurrection a été signalée dans nos papiers publics. Je ne serais point surpris si la cour du Brésil l'eût regardée comme une preuve concluante d'une profonde inimitié envers elle de la part de ce pays. Je ne comprends pas que nous ayons plus le droit d'être mal disposés pour un gouvernement, parce que sa forme est monarchique que n'en a ce même gouvernement d'être notre ennemi, parce que nous sommes une répu-

blique; enfin, si nous déployons ces sentiments vis-à-vis des autres, nous n'avons pas droit de nous plaindre de la réciprocité. Quant à l'insurrection de Fernambouc, nous avons été induits en erreur, en la confondant avec la lutte des patriotes, tandis que la situation et la cause étaient en effet très différents; quoi qu'on pense de la *forme*, les Brésiliens ont déjà obtenu le grand objet pour lequel combattent les Américains. — *Un gouvernement au dedans d'eux-mêmes.* L'affaire de Fernambouc n'était que la révolte d'une province limitrophe, et nous n'avions pas plus le droit de nous en mêler que d'une insurrection en France ou en Angleterre. C'est par une telle confusion de choses, que nous injurions la cause des patriotes.

Affranchir l'Amérique de l'Europe, voilà le grand but à obtenir. Comparée à celle-ci, toute autre considération est de faible importance. L'établissement de gouvernements, fondés sur les principes

les plus libres et les plus libéraux, en tant qu'ils ont rapport à notre bonheur, et à celui des autres, et aux plus grands progrès de l'Amérique, est ensuite la chose le plus à désirer. L'indépendance et la liberté de ce continent sont deux objets que nous devrions, autant que possible, considérer comme inséparables; cependant si des portions de l'Amérique méridionale n'adoptaient point des formes agréables à nos notions, ce serait le comble de l'arrogance de notre part de refuser leur amitié, et celui du ridicule de leur faire la guerre à ce sujet. Il serait aussi offensant qu'insultant de notre part de dicter à un peuple l'espèce de gouvernement qu'il doit adopter; la vraie libéralité républicaine le défend. J'avoue à regret que nous nous mêlons trop des affaires intérieures des autres nations. Chérissons nos institutions; mais pour cela ne nous vantons pas avec excès, en accusant les autres. Si les patriotes adoptent des constitutions tant soit peu libérales, ne refusons pas de croire que nos compatriotes

entreprenants et intelligents, et les Anglais qui visitent ces contrées, les aideront de sages conseils pour établir leurs gouvernements. Ils auront donc surtout affaire avec les deux nations auxquelles les vrais principes d'un gouvernement libre sont les mieux connus par la théorie et la pratique. Il y a toute raison de croire que nous serons en harmonie parfaite avec les sujets de la Grande Bretagne pour effectuer cette noble entreprise. Je ne crains pas que mes concitoyens ne rivalisent dignement avec l'Angleterre; celle-ci retirera peut-être les premiers fruits de l'indépendance de l'Amérique méridionale, mais nous obtiendrons un accueil meilleur et plus constant. Les patriotes peuvent se confier entièrement à nous avec plus de sûreté; nous formons pour leur bonheur des vœux bien différents de ceux de l'Angleterre; celle-ci désire leur prospérité pour jouir de leur commerce; tandis que nous, élevés au-dessus de ce motif personnel, nous le désirons pour des motifs d'une plus haute

considération, et qui seront mutuels; de plus, nous recevons un plaisir, nous sentons une sympathie, que d'autres ne peuvent connaître, à la vue de colonies engagées dans une même lutte que celle qui fonde notre gloire et notre orgueil. Nous désirons qu'elles triomphent, parce qu'elles tâchent de s'affranchir de l'Europe, parce qu'elles font partie de l'Amérique, et parce que leur succès et leur bonheur confirmeront les nôtres. Au lieu d'être jaloux des secours que les Anglais donnent aux patriotes, réjouissons-nous en plutôt. Les patriotes voient bien l'ambition effrénée des Anglais, leur désir d'avoir des possessions dans toutes les parties du globe; ils savent en même-temps que nous n'avons point de colonies et que nous n'en aurons jamais; que notre seule ambition est de remplir le territoire que nous possédons déjà, ou que nous réclamons, et de jouir du commerce avec toutes les autres parties du monde. L'accusation portée contre nous, de nourrir des vues

ambitieuses, semblables à celles des nations européennes, est trop ridicule pour mériter une réfutation. Nos bornes ont été consenties par les nations de l'Europe elles-mêmes, et nos désirs, comme la nature de notre gouvernement, ne nous permettront pas de les dépasser. En deçà de ces bornes, nous avons l'ambition d'améliorer les pays demeurés déserts jusqu'aujourd'hui, et de servir autant la grande famille humaine que nous-mêmes. Notre guerre dans le Canada n'avait point pour but d'étendre notre territoire; elle était entreprise pour notre propre sûreté et pour assurer la paix future. C'est une question si nous accepterions aujourd'hui ce qui nous serait offert pour rien. Et qui donc nous accuse de projets ambitieux? Mais ces déclarations ne tromperont point les patriotes de l'Amérique méridionale et ils se confieront à nous.

La prépondérance des Etats-Unis dans les affaires d'Amérique, sera naturelle et n'offensera point; elle viendra de ce qu'ils sont

l'état le plus ancien, de ce qu'ils ont une population plus nombreuse, plus homogène, plus active, et généralement plus éclairée, d'un plus grand désintéressement, de l'observance de la justice, et de l'amour de la paix. *Les États-Unis seront naturellement la tête du nouveau monde.* Ayant déjà un gouvernement bien consolidé, éprouvé et fixe, tenant dans le monde un rang distingué, avançant avec une prodigieuse rapidité, ils surpasseront de beaucoup tous les empires américains. Le Mexique, il est vrai, peut un jour nous le disputer sous certains points; mais étant de nécessité, un simple état méditerrané, il ne nous égalera point en force; il s'écoulera de longues années avant que le Brésil, les provinces de la Plata, la nouvelle Grenade, le Chili ou le Pérou, ou d'autres parties de l'Amérique méridionale, qui forment des corps différents, soient en état de nous vaincre. En traçant cette vision dans l'avenir, nous cherchons en vain ces causes de guerre qui désolent continuelle-

ment l'Europe ; si on fonde des systèmes comme le nôtre, où la paix soit le grand objet de tous les désirs, où le bonheur de la société soit seul consulté, et non la vanité de familles privilégiées, nous vivrons mille ans sans querelles. *Car, si toutes les nations du monde étaient gouvernées par les mêmes principes que nous, il n'y aurait désormais plus de guerre.*

Les patriotes ont dans ce moment des agents près de presque toutes les cours de l'Europe. On nous a dit qu'ils ont fait à quelques-unes, des propositions incompatibles avec l'objet même de leur lutte. Nous devrions être en garde contre leurs ennemis, qui forgent encore des contes à leur désavantage. Il est naturel que les patriotes désirent se ménager les nations de l'Europe, qu'ils tâchent d'obtenir leur neutralité ; mais je crois qu'ils ont peu à redouter. Ni l'intérêt de l'Europe, ni l'inclination, ni l'honneur n'engagent à seconder l'Espagne dans l'œuvre infernal d'extermination, poursuivi par

son gouvernement. Ils connaissent bien les dispositions de cette contrée et ils n'ont rien à craindre de nous. On pouvait douter qui aurait le plus d'influence ou de la France, ou de l'Angleterre, mais certes *on n'a jamais songé beaucoup à l'influence espagnole*. Il est donc naturel que les patriotes aient été désireux de rendre passives les nations européennes. Je suis fondé à croire que ce désir a été exaucé, qu'elles souhaitent sincèrement avec nous l'indépendance de l'Amérique méridionale, et que, quels que soient leurs liens avec l'Espagne, dans le cas où nous prendrions part à la querelle, elles ne se chargeraient point du rôle odieux de bourreaux. Selon moi, elles n'interviendront dans aucuns cas; car assurément ce qui n'est pas même l'intérêt d'un seul, ne peut être l'intérêt de tous, et il est contre leur intérêt de s'opposer à l'émancipation de l'Amérique. Mais s'ils ne sont point disposés à consentir que nous devenions instruments directs dans cette affaire,

ils s'attendent au moins à nous voir reconnaître l'indépendance de ceux qui l'ont si bien gagnée. *Il est très évident que nous devons être avec un juste orgueil, les premiers à reconnaître l'indépendance de l'Amérique méridionale*, ou *d'une partie au moins, soit qu'elle s'achève maintenant, ou attende encore dix ans.* Il est probable que quelques puissances de l'Europe se jouent de la crédulité de l'Espagne ; les agents de cette puissance peuvent répéter que leur cause sera épousée par le grand congrès, mais ces absurdités ne tromperont qu'eux seuls.

Dans quel état sont les puissances de l'Europe pour lui donner du secours ? Et s'ils sont les premiers à le faire, resterons-nous spectateurs bénévoles ? Nous pouvons prêter plus d'assistance aux patriotes, que toute l'Europe à l'Espagne. Mais il est sûr que les états d'Europe ne sont point en état de donner ces secours. Une sorte de phrase mystérieuse a dernièrement été répandue, pour effrayer notre

peuple d'un danger non spécifié, *de quelque mal sans nom.* On sait que notre conduite est *soigneusement observée*, qu'on nous regarde *d'un œil ennemi*, que *l'Europe nous jalouse.* Depuis combien de temps ce langage est-il usité? Il n'y a pas long-temps que nous étions une *république de fragments bizarres, une masse hétérogène et discordante*, sans cesse au moment de tomber en pièces par suite de nos dissensions politiques, faibles et méprisables comme nation, et par suite pouvant être impunément insultés partout. Maintenant, dit-on, nous sommes surveillés de près ; nous sommes devenus dangereux à l'Europe. — En passant ainsi d'un extrême à un autre, il semble que ceux qui parlent de nous, soient en tout temps également éloignés de la vérité. La première suite d'opinions à notre égard a été reconnue erronée ; nous avons montré à l'univers que nous ne sommes point une misérable pièce de rapport, que nous pouvons être unis, que notre

gouvernement a assez d'énergie quand les circonstances l'exigent, que nos débats politiques sont des preuves de force et non de faiblesse; maintenant donc, on nous appelle la *grande république*, et l'on prétend penser que nous devenons dangereux. Oui nous sommes redoutables; mais c'est pour ceux qui se déclarent nos ennemis et qui nous font du mal. On trouvera chez toutes les nations, des individus sans lois et sans principes; mais le vrai caractère du peuple et du gouvernement d'Amérique, est une observation scrupuleuse des principes de la justice et l'amour d'une paix honorable. Quelle eût été, par exemple, la conduite d'une puissance de l'Europe dans notre situation vis-à-vis l'Espagne dans ces quinze dernières années? Une seule aurait-elle supporté les agressions et les insultes de cette monarchie, comme nous l'avons fait, quand nous avions si abondamment tous les moyens de nous venger? Quel gouvernement européen se serait abstenu, comme

nous, de s'emparer des Florides et de la province de Taxas ? Si la France ou l'Angleterre eussent été à notre place, les territoires dont nous réclamons la cession, et auxquels les Espagnols seuls soutiennent encore que nous n'avons aucun droit, auraient été saisis depuis long-temps. La Floride orientale aurait été séquestrée sous le double motif des odieuses spoliations de notre commerce, et de la conduite de l'Espagne en permettant à notre ennemi de nous faire la guerre de ce pays. Si nous avions été gouvernés par l'ambition de l'une de ces nations, nous aurions envoyé dix mille hommes au Mexique, nous aurions fourni des armes aux patriotes de ce malheureux pays, et nous aurions arraché à la couronne d'Espagne son plus beau diamant. Nous aurions terminé la révolution de Grenade et de Venezuela, et rendu libres le Pérou, le Chili et la Plata. Tout cela était en notre pouvoir, et je me demande sans cesse si dans vingt ans nous ne regretterons pas d'avoir été

trop scrupuleux, trop soigneux de maintenir notre caractère de justice et de modération, au milieu de nations qui les méprisent l'une et l'autre. Bien loin de se plaindre, l'Espagne nous devrait des actions de grâce. Il semble cependant que l'Europe veille maintenant sur nous. Qu'avons-nous à craindre de l'Europe ou l'Europe de nous, pour occasionner cette vigilance inquiète? Rien n'indique la folie d'une invasion, et dans une guerre maritime, nous lui ferions plus de mal qu'elle ne peut nous en faire. L'Europe ne prendra point notre bled, notre coton, notre tabac? Nous refuserons à notre tour de prendre ses draps, ses soies et son vin; et qui alors y gagnera? On dit que *notre république fournit un exemple dangereux d'une heureuse rebellion*, et qu'il faut le faire disparaître. Si cela est vrai, si l'Europe est au moment d'envoyer une flotte de deux mille voiles, et trois cent mille hommes pour anéantir l'Amérique, préparons-nous à cette puissante invasion,

chassons l'Espagne du continent et formons avec les patriotes une chaîne de confédérations ! Mais ces bruits sont trop déraisonnables pour être avancés sérieusement. Il fut un temps où le judicieux Talleyrand lui-même, était d'avis *qu'une guerre, n'importe de quelle espèce, nous réduirait en pièces*, non par la violence venue du dehors, mais par les explosions de l'intérieur. Ce temps est passé. Les yeux des gouvernements européens se sont ouverts. Ils savent bien que leurs institutions politiques sont fondées sur un état de choses très-différent de ce qui existe en Amérique. Que l'exemple de l'Amérique donnera lieu à des amélioratious graduelles, mais non à des convulsions. Ils savent qu'il y a plus d'avantages à commercer en paix avec nous, qu'à tenter le vain projet de nous envahir. Cependant, il restera, malgré les plus claires raisons, certains esprits obscurcis qui chérissent le triste et morne plaisir de contempler des spectres sans formes et sans

figures, enveloppés de ténèbres, et de brouillards. Il est inutile de vouloir les tirer de ces craintes, qui les empêchent de marcher dans le sentier que nos intérêts leur montrent. — Faut-il nous voiler au nom de l'Europe, comme si elle étendait sur nous une baguette magique? La dernière guerre aurait dû nous apprendre à nous connaître un peu mieux. Nous ne sommes point un petit Etat le long de l'Europe, mais un puissant Empire, placé à une telle distance, qu'il faudrait pour nous envahir, deux fois autant de forces que pour envahir l'Angleterre. Nous ne sommes point une île facile à vaincre, nous habitons un vaste continent; nous ne *sommes point moitié écume et moitié fange*, mais dix millions du peuple le plus effectif et le plus intelligent, pris en corps, qu'il y ait au monde, attachés par passion à notre pays et à nos institutions politiques, unis jusqu'à l'enthousiasme pour leur défense. Il y a de plus bien moins de diversité dans les manières, les coutumes et le

langage de notre peuple, qu'on ne le suppose au dehors; nous rencontrons fréquemment des individus de toutes les nations, mais ici il y a une admirable ressemblance dans les naturels de cette vaste contrée. En Angleterre, en France, on rencontre des distinctions dans tous les cantons ou comtés; mais si on parcourt l'Amérique, on ne trouve guères dans la population générale que de faibles ombres de différences, nées de circonstances locales. Nos ressources sont inépuisées, tandis que l'Europe succombe sous le poids des charges, et que la situation intérieure de la France, de l'Angleterre et de l'Espagne sont des plus déplorables. Elles pourraient nous craindre avec quelque raison, si nous étions des bandits sans lois, comme les premiers Romains; mais par bonheur pour le monde, nous ne le sommes pas, et tant que nos institutions républicaines resteront pures et incorruptibles, l'Europe n'aura rien à redouter de notre part, non, quand même notre population monterait à cinquante

millions, comme elle les aura dans un demi-siècle, d'après la marche naturelle des choses.

L'Angleterre est aussi intéressée que nous à aider les patriotes. Qu'un sentiment rétréci de jalousie ne nous empêche pas de concourir avec eux à l'œuvre de la libération. Malgré toutes les *intrigues* de l'Angleterre, nous occuperons la première place dans l'estime et la confiance des patriotes et nous ne désirons qu'un égal commerce. Si les Anglais leur ont rendu des services essentiels, il est juste qu'ils soient récompensés ; les généreux Américains ne désirent point sans doute leur exclusion. Tout ce que nous devrions demander aux patriotes, serait d'être sur le même pied. Mais dans cette affaire importante, j'aimerais, pour l'honneur de mes concitoyens, de voir quelque chose d'une générosité désintéressée, un zèle noble, élevé, pour le bonheur de la race humaine et pour la gloire de l'Amérique, et non un égoïsme avilissant. Il est hors de doute que les pa-

triotes ne doivent aux Anglais la plupart des moyens d'avoir secoué le joug espagnol. Ce serait pourtant faire un mauvais compliment aux patriotes, que de les supposer chez eux les humbles serviteurs de l'Angleterre. La jalousie contre l'Angleterre nous est naturelle; on la reconnaît de suite; il serait temps néanmoins de la mettre de côté, *car nous pourrons enfin nous livrer avec sûreté à des sentiments de bienveillance pour l'Angleterre*. C'est en effet mêler un sujet de la politique des États-Unis avec une question d'une importance extrême pour le monde, et qui devrait être considérée de la manière la plus libérale; avant d'embrasser d'un coup-d'œil un si vaste champ, élevons-nous au-dessus des vapeurs et des brouillards qui obscurcissent les objets devant nous, et quittons les lieux communs ordinaires de nos feuilles politiques.

Nous avons également tort de prendre parti dans les disputes politiques de la Plata et des autres républiques. Je regar-

derais comme un très-mauvais augure, qu'il n'y eût point de ces débats. Nous ne pouvons dans aucun cas décider qui a tort ou raison, faute d'une parfaite connaissance des faits. Mais on me demande : « N'avons-« nous point des faits qui ne souffrent « point d'explication et qui prouvent que « le gouvernement de la Plata est un pur « despotisme militaire? Ne savons-nous « rien de la déportation des patriotes de « Buenos-Ayres, et du traitement de « Carrera? Ne voilà-t-il pas des choses « qu'on ne peut défendre? La conduite de « Puerrydon n'a-t-elle pas été celle d'un « tyran? » — Hélas, à quoi nous sert l'expérience? Avons-nous oublié la nature des accusations dirigées du dehors et au dedans contre notre gouvernement? Si Puerrydon a été nommé tyran, M. Madisson a été appelé Caligula; si Puerrydon est traité d'instrument des Portugais, nos administrations républicaines ont été accusées d'agir pour Napoléon. D'où cela vient-il, sinon d'une mauvaise volonté et d'une vue

partiale des faits? Voyons si nous pouvons *imaginer* une explication de la conduite du directeur suprême. Supposons quelques hommes ardents, zélés, enthousiastes, sincèrement persuadés que le directeur allait vendre leur pays, et qu'écoutant plutôt la passion que la prudence, ils aient formé un complot pour le déposer de force; que le directeur, informé de tout ceci, au lieu de les mettre en jugement, croie plus convenable, vû l'état présent des affaires, de les faire arrêter et de les bannir? Rien d'improbable. Je suis loin d'insinuer que ceci soit arrivé. Je veux seulement démontrer que nous ne savons rien à ce sujet. Sans faire de réflexions sur les malheureux individus qui ont excité notre compassion dans ce pays (et dont j'ai eu le plaisir de connaître plusieurs, aux sentiments généreux et patriotiques desquels je me plais à rendre hommage), il est possible que ces hommes aient mal interprété le désir de la part de Puerrydon d'éviter la guerre avec les Portugais, et

qu'ils l'aient pris pour un projet de trahir leur pays. Je regrette beaucoup l'injure que le gouvernement naissant de la Plata a reçue de notre pays, par suite de cette affaire. Cependant nous n'avons point entendu parler d'insurrections et de guerres civiles dans la Plata ; au contraire, les dernières nouvelles nous donnent des détails des plus admirables démonstrations des sentiments publics, qui semblent unir tous les cœurs. L'affaire même de Carrera peut s'expliquer. Ce patriote arriva à Buenos-Ayres avec les moyens d'organiser une expédition pour délivrer son pays, au moment même où les forces de la Plata allaient accomplir le même objet, et quand il était absolument nécessaire que toutes les parties au Chili agîssent de concert. Dans ce moment il aurait paru impolitique de permettre à un individu d'une influence telle que celle de Carrera, dont les vues étaient inconnues, et sans doute mal dépeintes, d'agir de son côté et peut-être de compromettre le succès d'une entreprise si importante.

Quoi qu'il en soit, il ne nous appartient pas de décider d'une manière aussi prompte que plusieurs d'entre nous l'ont fait. N'avons-nous pas eu des querelles de partis parmi nous, pour condamner aussi hautement? On accuse encore Puerrydon d'être à la tête d'un despotisme militaire, ou d'une *république*, comme quelques-uns l'ont dit. Je m'en rapporte au bon sens de chacun; dans un tel état de choses, quel est le despote militaire, ou de celui qui est à la tête d'un gouvernement civil, ou de l'homme qui commande l'armée, qui a ébloui le peuple par de brillants succès, qui est reçu dans les différentes villes où il passe, avec des arcs-de-triomphe et tous les témoignages de l'admiration publique? *Cet homme est Saint-Martin, le libérateur du Chili!* Lorsqu'à sa bonne fortune et à ses talents, il joint le caractère d'un homme vertueux, est-il raisonnable de supposer qu'on ne le regarde pas comme le premier homme de la république? Pour moi, ce qu'on m'a rapporté de ce chef me

porte presque à penser que l'Amérique méridionale a aussi son Washington : Quand St.-Martin rendit le Chili à la liberté et à l'indépendance, la place de directeur suprême lui était offerte par le Cabildo, mais il la refusa d'une manière sublime, en déclarant qu'il avait fini sa tâche, et qu'il allait les laisser se donner à eux-mêmes une forme de gouvernement. Afin d'éviter les honneurs publics qu'on lui préparait à St.-Jago, il s'y déroba, et y entra incognito, lors de son retour à Buenos-Ayres, mais il fut rejoint par une députation, qui le pria d'accepter au moins la somme de vingt mille dollars, pour payer ses dépenses; il refusa positivement. A son arrivée à Buenos-Ayres, les habitants firent toute sorte de préparatifs pour le recevoir de la manière la plus distinguée; et vingt mille citoyens l'attendirent sur la route où il devait passer ! Les habitants du Chili, dans un des premiers actes de leur gouvernement, votèrent une somme d'argent pour payer à la république de la

Plata les frais de l'expédition, et prirent ensuite, avec le consentement de cette dernière république, l'armée à leur service; St.-Martin alla reprendre le commandement, et la manière dont il fut reçu par les citoyens reconnaissants de St.-Jago a été détaillée dans nos journaux. Elle ressemblait à la réception que fit la ville de Philadelphie à notre Washington. Les véritables triomphes n'ont lieu que dans les gouvernements populaires; là seulement une récompense naturelle, et la plus grande de celles de la terre, attend l'homme vaillant et vertueux. Les républiques indépendantes de la Plata et du Chili donnent maintenant, selon toute probabilité, par St.-Martin, la liberté et l'indépendance à leurs frères du Pérou.

Quoique les sentiments favorables aux patriotes soient presque répandus dans tous les États-Unis, et semblent gagner chaque jour des forces, il est pourtant des hommes qui prétendent justifier une froide indifférence, et qui parlent même des pa-

triotes dans les mêmes termes que nos ennemis parlaient de nous, durant notre guerre de la révolution. Les patriotes sont appelés rebelles, insurgés, et l'on nous dit sérieusement de les mépriser. Je demanderai *depuis quand nous marquons un peu dans le monde, pour mépriser ainsi nos pauvres parents?* Pouvons-nous donner des épithètes à ces hommes, sans attirer dans le même temps les plus sévères reproches sur nous-mêmes? Non, ils sont maintenant ce que nous étions autrefois; ils combattent noblement contre l'oppression et les aggresseurs, dans une cause sanctifiée par la justice, dans une cause plus juste que la nôtre; car si nous avions une raison de nous plaindre, *ils en avaient dix mille* (1). Cette froide indifférence au

---

(1) Je me suis abstenu d'entrer dans la question du droit qu'auraient les colonies de se déclarer indépendantes de l'Espagne. Jamais cause ne fut plus facile à plaider. L'Espagne n'a pour elle qu'une violence illégitime. Après un sérieux examen des écrivains Anglais contre notre droit de nous déclarer indépendants du

destin de nos semblables est indigne de nous. Nous avons plaint l'Espagne quand

---

gouvernement britannique, je trouve distinctement admis par eux comme incontestable : que la condition des colonies relative à la metropole, n'est pas la même que celle d'une simple province; qu'elle participe plutôt de celle d'alliés, et qu'elle a des intérêts distincts de ceux de la mère-patrie; qu'elle peut, en certains cas, rejeter légalement son autorité, ce qu'une province ne peut jamais faire. « Comme les colonies ne sont point fon» dées dans des pays éloignés, pour subir l'esclavage, » ou être soumises aux vexations et aux injustices de » l'état colonisant, si elles se croyaient exposées à ce » traitement, elles pourraient renoncer à leur fidélité, » réclamer l'indépendance et demander du secours à » une force étrangère ». Ce sont les propres paroles de l'un des plus habiles et des plus hardis défenseurs de la Grande-Bretagne. Il n'entrait alors dans la tête de personne de prouver que rien ne justifiait la révolte d'une colonie. Notre déclaration d'indépendance pose d'abord des principes, qui furent consentis partout, comme évidents d'eux-mêmes. D'après le cas, la colonie doit avoir le droit de juger si elle a été maltraitée ou non; il serait ridicule de lui accorder seulement l'appel à l'oppresseur. Quand tout espoir de redressement s'est évanoui, elle peut prendre légitimement les armes, et toute nation, suivant Vatel, peut l'assister avec droit, quoiqu'il ne soit point permis d'assister une province révoltée; « La colonie peut en appeler au monde de la

elle a été injustement attaquée par la France; nous avons plaint la Russie, nous plaignons maintenant la France elle-même, et nous n'éprouverions rien pour nos frères du Sud! — Ceux qui nous soufflent cette apathie nous disent qu'étant heureux et contents, nous devrions garder l'indifférence vis-à-vis tout le reste de la race humaine! Si ce sentiment est sérieux, et s'il ne cache pas plutôt de l'inimitié pour les

---

» droiture de ses intentions ». Ce serait insulter un homme de bon sens que de lui prouver que les colonies d'Amérique n'ont point eu de nombreuses raisons de se plaindre. La chose n'a jamais été niée. L'Espagne s'est toujours contentée de dire qu'elles sont ses esclaves, ses sujets, et qu'elle a le droit de les opprimer ou de les tuer, selon son bon plaisir. Il était encore convenu que lorsque la mère-patrie ne pourrait se défendre et serait obligée d'abandonner les colonies à elles-mêmes pour un temps, elle ne pourrait reprendre son autorité que du consentement de la colonie. Jamais il n'y eut d'abandon plus complet que celui des colonies espagnoles depuis au moins trois ans. Les gouvernements existants étaient partout de pures usurpations, car la source d'où ils tiraient leur pouvoir était desséchée, et leur responsabilité avait entièrement cessé.

patriotes, il est méprisable, il est indigne de quiconque porte le nom d'homme. Selon eux, une sage nation devrait étouffer les plus beaux sentiments de la nature humaine, elle devrait ne pas avoir de charité pour elle-même ; un vil égoïsme serait tout ; et la générosité, le patriotisme, la liberté et l'indépendance, des mots vides et ridicules. Que ces sentiments soient le partage du misérable qui ne veut point épargner les restes d'une table abondante, pour empêcher son voisin de périr; mais j'aime à croire qu'il y a peu d'Américains qui aient une bassesse semblable. Il ne s'ensuit pas que pour penser différemment, nous devenions des Don Quichotte, et que nous nous laissions entraîner dans une guerre, sur le seul motif des opinions religieuses et politiques. Je ne suis point l'avocat d'une fraternisation perturbatrice, mais je ne condamne pas pour cela tout sentiment généreux dans le cœur de ceux qui font des vœux pour la cause des patriotes. Je voudrais que nos conquêtes

fussent celles de la raison et de la bienveillance et non pas celles des armes. Rien ne nous défend d'éprouver une généreuse sympathie pour les patriotes de l'Amérique méridionale ; une indifférence méprisante de notre part serait un reproche fondé de leur part contre notre caractère national, et jetterait les fondements d'une haine indélébile.

Il ne s'ensuit pas, je le répète, que nous devions faire cause commune avec eux, et déclarer en conséquence à leur sujet, la guerre à l'Espagne ; ce serait nous injurier également. Quoique je ne craigne pas le résultat, il est plus prudent de laisser les colonies se débattre avec l'Espagne, sans nous en mêler ; et je suis convaincu qu'aucune nation européenne n'interviendra en faveur de cette dernière. Notre pays n'a point de raison d'appréhender une guerre, mais en même-temps, il ne la désire point ; la paix est notre vraie politique, jusqu'à ne pas rendre nos démarches timides et lâches. Ne soyons pas détournés de faire ce qui

est convenable à nous et à nos intérêts, par la crainte d'une attaque injuste et illégitime de la part de l'univers ; nous sommes assez forts maintenant pour tenir une conduite juste et raisonnable quant à nous et aux autres, sans nous effrayer des conséquences. Que faut-il donc faire? Je le dis en un mot, *établir des relations officielles avec les républiques de la Plata et du Chili*. Aucune nation n'aura un juste droit de s'en offenser. Notre usage et celui de tout autre pays est de considérer l'existence d'un gouvernement de fait, comme suffisante pour les projets de communications officielles. Nous n'avons jamais balancé à établir des relations avec les gouvernements révolutionnaires de France, non plus que tous les pouvoirs de l'Europe. Dans la grande communauté des nations, chacune a le droit de choisir le gouvernement ou les gouvernements avec lesquels elle veut établir ses rapports; les autres nations ne sont pas plus admises à s'en offenser qu'un citoyen à s'irriter contre un

autre à cause du choix de son associé. La reconnaissance de la république de la Plata n'implique pas que nous fassions la guerre contre l'Espagne, ou que nous aidions la république si elle était envahie. Elle n'est point incompatible avec la plus stricte neutralité ; à plus forte raison n'est-elle point un acte d'hostilité. Il n'y a pas le moindre danger que l'Espagne la considère sérieusement comme *une cause de guerre ;* elle se récriera sans doute, mais *elle tient trop aux enjeux pour songer à porter le premier coup.* Aussi long-temps qu'elle possèdera des colonies en Amérique, s'il y a jamais guerre entre nous, elle commencera de notre part.

C'est à cause de nous-mêmes que nous devrions hésiter à reconnaître l'indépendance de la république de la Plata, et non parce que nous enfreindrions quelques droits de l'Espagne. Rien dans les lois des nations ne le défend; et l'Espagne a de faibles prétentions à notre amitié. Voici les questions à poser dans cette affaire :

Les républiques ci-dessus mentionnées ont-elles assez de caractère pour conclure un traité d'amitié avec elles? Quelle est l'étendue de leur territoire, le nombre de leur population, la nature de leur gouvernement? sont-elles capables de se défendre elles-mêmes? l'Espagne possède-t-elle une partie de leur territoire? On pourrait répondre d'une manière satisfaisante, avant de contracter les liens de l'amitié. Cette marche sera en harmonie parfaite avec nos principes et notre coutume. Quelle était, par exemple, notre conduite avec l'Espagne elle-même? Quand il y a à la fois, dans le même empire, deux ou plusieurs gouvernements, nous pouvons traiter avec tous, ou avec quelques-uns, ou ne traiter avec aucun d'eux, mais cela dépend de nous-mêmes. Traiter avec tous serait s'exposer à beaucoup d'inconvénients; traiter avec un seul aurait l'apparence de la partialité; pour notre intérêt donc, le meilleur serait de n'en reconnaître aucun. Ainsi quand toute la monarchie

espagnole était divisée en trois parties, le roi Joseph sur le trône, les Cortès qui s'efforçaient de le chasser, et les colonies agissant pour elles-mêmes, notre gouvernement refusa de reconnaître un de ces partis. Lorsque les Cortès l'emportèrent, nous reçûmes le ministère de Ferdinand, et reconnûmes le gouvernement *de fait*; mais nous refusâmes de recevoir le ministre des colonies pour deux raisons; d'abord, parce que le débat n'était pas encore proprement à sa fin, et que par des motifs de prudence nous ne pouvions songer à former une union qui pouvait être sans effet; secondement, parce que les gouvernements existants n'étaient peut-être pas assez respectables pour nous mettre avec eux en harmonie avec le respect dû à nous-mêmes. Mais quand ces causes cessèrent, les raisons qui nous défendaient d'établir des relations dûrent cesser aussi, si nous ne regardions pas les patriotes comme déshonorants pour nous. Les différentes provinces de l'Amérique méridio-

nale n'ont point fait cause commune, et par leur distance il était impossible qu'elles agîssent ensemble. Le Mexique, Grenade, Venezuela, la Plata, le Chili, se sont tous déclarés de la manière la plus formelle, gouvernements séparés et indépendants; si quelques-uns réussissaient donc à chasser les autorités espagnoles, et à établir des gouvernements de fait, conformément à notre coutume et à nos principes, nous pourrions nous hasarder à établir des relations avec eux, pourvu que nous voyions qu'il y a assez de caractère et de stabilité pour justifier notre conduite et garantir notre prudence.

Une province révoltée, évidemment incapable de se maintenir, ne peut exiger que l'on traite avec elle; mais une nation indépendante, évidemment capable de se maintenir, doit être respectée. Cependant nous avons encore le droit de recevoir et d'entendre la mission d'une province révoltée, sans violer pour cela les lois des nations. Quoi de plus ordinaire que de

voir les sujets révoltés ou le prince déposé d'une nation, fuir les uns chez les autres, et être ouvertement et publiquement accueillis! Qui entendit jamais parler d'un souverain qui empêchât toutes les nations d'avoir des rapports avec ses sujets révoltés sous peine de violer les lois des nations? On ne manque pas à la plus stricte neutralité en accordant asyle et protection, encore moins en échangeant les égards ou établissant des relations officielles, dans l'intérêt du commerce. Tous les rapports sont-ils défendus ou seulement quelques-uns? Par exemple, jamais personne n'a pensé que le simple commerce avec une colonie ou une province révoltée fût une offense, ou *que cela deviendrait cause légitime de capture*; et s'il est légal de commercer, ne l'est-il pas d'établir telles règles avec les autorités temporaires ou locales, qui peuvent être nécessaires pour la régularisation de ce commerce? Ne pouvons-nous avoir des chargés d'affaires à ce sujet? Ne pouvons-nous rece-

voir les leurs à notre tour; et ne pouvons-nous pas, si nous le jugeons avantageux, conclure des stipulations verbales ou écrites pour régler ces rapports? Que ces agents se nomment consuls, ministres ou commissaires, qu'ils fassent ou non des stipulations ou des traités d'amitié ou de commerce, c'est ce qui importe peu.

Y a-t-il quelques-unes de ces républiques, avec lesquelles nous puissions en sûreté former des relations officielles ou former des traités d'amitié et de commerce? Oui, avec les provinces unies de la Plata. Depuis sept ans elles jouissent librement de tout leur pays; aucune attaque n'a eu et n'aura vraisemblablement lieu pour les reprendre, et après ce laps de temps, si l'Espagne le tentait, elle ne serait considérée que comme injuste aggresseur. Nous ne voyons que le gouvernement de fait; la maxime de l'Espagne, *qui fut colonie sera toujours colonie*, peut être suivie de sa part comme elle pourra; pour nous il nous suffit que dans la Plata, il y ait com-

plette expulsion des autorités espagnoles et un gouvernement existant. Les plus extravagants avocats de l'Espagne, ne prétendront pas que parce qu'elle a ailleurs des colonies révoltées, qu'elle s'efforce de soumettre, que *celles qu'elle est trop faible pour attaquer*, soient regardées comme unies avec le reste et que toutes les nations attendent qu'elle annonce d'une manière formelle, qu'elle ne peut espérer davantage de les subjuguer. D'après ce raisonnement, tant que l'Espagne continuerait à posséder un pouce de terre en Amérique, les colonies devraient être considéréés comme en état de révolte.

D'accord donc avec la plus stricte neutralité, nous pourrons reconnaître la Plata, au moins, comme un état indépendant. Par ce simple acte, nous nous assurons à jamais l'amitié de tous les patriotes de l'Amérique méridionale, dont les sentiments sont à l'unisson de ceux de la Plata. Il inspirera de la confiance à tous ceux qui sont engagés dans la querelle; il animera

tout patriote d'un zèle nouveau et rendra leur cause plus respectable à leurs propres yeux au point d'unir davantage les cœurs pour le maintien de leur indépendance. Tel fut le sentiment que produisit la reconnaissance de notre émancipation. Comme la tête naturelle de l'Amérique, il augmentera aussitôt notre importance aux yeux du monde ; l'Espagne peut enfin être amenée à terminer l'horrible effusion du sang humain et à renoncer à une entreprise dans laquelle elle ne réussira jamais. Un arrangement avec les gouvernements patriotes de l'Amérique méridionale, nous permettra aussi de nous arranger pour mettre un terme aux nombreux abus pratiques, dans lesquels notre caractère comme nation, est fortement compromis.

Je viens, Monsieur, d'esquisser rapidement un sujet de la plus haute importance pour les intérêts présents et futurs de ce pays. D'accord avec mes concitoyens, je forme les vœux les plus ardents pour le succès de la cause des patriotes,

mais en même temps j'estime trop *le bonheur réel de mon pays*, pour le risquer au hasard par des mesures brusques et inconsidérées. Il est à peine dans notre histoire, une époque qui réclame un jugement plus sage et plus mûr et une prévoyance plus éclairée que celle à laquelle nous touchons. Heureusement pour nous il règne sur ce point parmi nos concitoyens et dans nos discussions politiques un plus grand degré d'harmonie qu'à aucun autre temps depuis l'établissement de notre constitution, et nous avons au gouvernail un sage et vertueux homme d'état. Il fut donné à notre immortel Washington, de terminer l'indépendance d'une moitié de l'Amérique, et je désire en toute sincérité qu'il soit votre ouvrage de reconnaître l'indépendance de l'autre.

DÉCLARATION

D'INDÉPENDANCE DU CONGRÈS

DES ÉTATS

QUI FORMENT LA RÉPUBLIQUE DE LA PLATA.

L'honneur est un trésor que les mortels estiment plus que leur existence, et qu'ils doivent défendre plus que tous les biens de ce monde, quelque grands, quelque chers qu'ils soient. Les provinces unies du *Rio de la Plata* ont été accusées par le gouvernement espagnol de rebellion et de perfidie, auprès de toutes les autres nations; on a dénoncé comme tel le fameux acte d'émancipation, publié par le congrès national de Tucuman, le 9 de juillet 1816; on leur a imputé des idées d'anarchie et l'in-

tention d'introduire dans les autres pays des principes séditieux, lorsquelles sollcitaient l'amitié de ces mêmes nations, et la reconnaissance de cet acte mémorable pour prendre leur rang.

Le congrès national regarde comme le premier de ses devoirs les plus sacrés, de repousser des inculpations si odieuses et de défendre la cause du pays en publiant les cruautés et les motifs qui ont poussé à la déclaration de l'indépendance. Ce n'est point certainement de sa part une soumission qui remette à un autre pouvoir de la terre la disposition d'un sort qui a coûté à l'Amérique des torrents de sang, et toutes espèce de sacrifices et de douleurs. C'est une considération importante qu'il doit à son honneur outragé et à l'honneur des autres nations.

Nous nous abstenons de recherches sur le droit de conquête, sur les concessions pontificales et sur les autres titres, dont les Espagnols ont appuyé leur domination; il est inutile de reproduire des principes, qui

pourraient susciter des contestations problématiques et faire revivre des questions qui ont eu leurs défenseurs des deux côtés. Nous en appelons aux faits qui forment un contraste douloureux de notre patience avec l'oppression et la cruauté des Espagnols. Nous montrerons l'abîme affreux que l'Espagne ouvrait sous nos pieds et dans lequel allaient se précipiter ces provinces si elles n'avaient opposé le rempart de leur émancipation. Nous donnerons enfin des raisons qu'aucun être raisonnable ne pourra rejeter, à moins qu'il ne se trouve des hommes qui veuillent persuader à un pays de renoncer pour jamais a toute idée de bonheur et d'adopter pour système la ruine, l'opprobre et l'esclavage. Exposons à la face du monde ce tableau, que personne ne pourra considérer sans se pénétrer de nos propres sentiments.

Depuis que les Espagnols se furent emparés de ces pays, ils préférèrent le système d'assurer leur domination, en exterminant, détruisant, et dégradant tout. Les

plans de cette dévastation furent aussitôt posés, continués sans relâche pendant un espace de trois cents années. Ils commencèrent par assassiner les monarques du Pérou, et firent ensuite de même avec les autres gouvernants et chefs qu'ils rencontrèrent. Les habitans du pays, qui voulaient s'opposer à ces barbares irruptions, malgré le grand désavantage de leurs armes, devinrent les victimes du glaive et du feu, et livrèrent leur population aux flammes qui furent allumées partout sans pitié et sans distinction.

Les Espagnols mirent alòrs une barrière à la population du pays; ils défendirent par des lois rigoureuses l'entrée aux étrangers, limitèrent autant que possible celle des Espagnols eux-mêmes, et la facilitèrent dans ces derniers temps aux hommes criminels, aux soldats comdamnés, à tous les êtres immoraux enfin qu'il leur convenait de chasser de leur péninsule. Ni ces lieux jadis si beaux et changés en vastes déserts par l'extermination des naturels; ni

l'intérêt que devait rapporter à l'Espagne la culture de campagnes aussi fertiles qu'immenses ; ni la vue des métaux les plus riches et les plus abondants du monde ; ni l'attrait de productions innombrables, les unes inconnues jusqu'alors, les autres précieuses par leur valeur inestimable, et toutes capables d'animer l'industrie et le commerce, en portant la première à son comble et celui-ci au plus haut degré de richesses ; ni enfin le remords de laisser plongées dans le malheur les contrées les plus délicieuses du globe, ne furent capables de changer les principes sombres et sinistres de la cour de Madrid. On a dépeuplé des centaines de lieues, on les a rendues incultes d'une ville à une autre. Des peuples entiers ont disparu, ensevelis sous les ruines des mines, sans que ce système exterminateur ait pu être arrêté par les cris lamentables de tout le Pérou, et par les représentations énergiques des ministres les plus zélés.

L'art d'exploiter les minéraux traité avec

négligence et apathie, est demeuré parmi nous étranger aux progrès qu'ont faits les autres connaissances dans les siècles d'illustration parmi les peuples policés. Ainsi les mines les plus riches travaillées comme à la hâte, se sont ensevelie, par l'écroulement des collines sur leurs bases, ou parce que les travaux ont été inondés et puis abandonnés. D'autres produits rares et estimables du pays se trouvent encore confondus avec les autres sans avoir jamais intéressé le zèle du gouvernement; et si quelque sage observateur a voulu publier leurs avantages, il a été reprimandé par la cour et obligé de se taire, pour ne pas nuire à quelques fabrications communes de l'Espagne.

L'enseignement des sciences nous était interdit; on ne nous permettait que la grammaire latine, la philosophie ancienne, la théologie, la jurisprudence civile et canonique. Il en coûta beaucoup au vice-roi D. Joaquin del Pino, pour avoir permis au consulat de Buenos-Ayres l'entretien d'une chaire de navigation; des ordres qui vin-

rent de la cour, fermèrent l'école et défendirent d'envoyer à Paris des jeunes gens pour devenir bons professeurs de chimie et l'enseigner ensuite dans leur pays.

Le commerce fut toujours un monopole exclusif entre les mains des négociants de la péninsule et des consignataires qu'ils envoyaient en Amérique. Les emplois étaient pour les Espagnols; et quoique les Américains y fussent appelés par les lois, ils n'y parvenaient que rarement, et à la condition d'assouvir par des dons immenses la cupidité de la cour. Entre cent soixante vice-rois qui ont gouverné les Amériques on ne compte que quatre Américains; et de six cents deux capitaines généraux et gouverneurs, à l'exception de quatorze, tous les autres étaient espagnols. Il en était proportionnellement de même pour le reste des emplois d'importance, et à peine rencontrait-on quelque mélange d'Américains et d'Espagnols parmi les employés de bureaux.

Ainsi l'Espagne n'épargnait rien pour faire prévaloir en Amérique la dégrada-

tion des naturels du pays. Il ne lui convenait pas qu'ils devinssent savants, parce qu'elle craignait qu'il ne parût des génies et des talents capables de diriger les intérêts de leur patrie et de faire avancer rapidement la civilisation, les mœurs et les dispositions excellentes dont les Américains étaient doués. La population diminuait incessamment, afin qu'elle ne fût point en état quelque jour d'attaquer une domination soutenue par un trop petit nombre de bras pour garder des pays si divers et si éloignés. Les Espagnols faisaient le commerce exclusif, parce qu'ils soupçonnaient que l'opulence nous rendrait fiers et capables d'aspirer à l'affranchissement de leurs vexations. Ils nous refusaient l'aliment de l'industrie, afin que nous n'eussions pas les moyens de sortir de la misère et de la pauvreté; et ils nous excluaient des emplois, afin que les péninsulaires prissent toute l'influence du pays, et formassent les inclinations et les habitudes nécessaires pour nous tenir dans

une dépendance qui ne nous laissât ni penser, ni agir que selon les vues de l'Espagne.

Ce système était soutenu avec inflexibilité par les vice-rois; chacun d'eux avait l'autorité d'un visir; leur pouvoir suffisait pour anéantir tout ce qui eût osé leur déplaire; quelque grandes que fussent leurs vexations, il fallait souffrir avec patience ce que leurs satellites et leurs flatteurs comparaient superstitieusement aux effets de la colère divine. Les plaintes qui se dirigeaient vers le trône, ou se perdaient dans le long chemin des milliers de lieues qu'elles avaient à traverser, ou étaient reléguées dans les cartons de Madrid, par les clients et les protecteurs de ces proconsuls. Non seulement ce système ne fut jamais adouci, mais on n'espérait pas même que le temps le modérerait. Nous n'avions aucune influence soit directe, soit indirecte, sur notre législation; elle se réglait en Espagne, sans qu'on nous accordât le droit d'envoyer des procureurs pour as-

sister à sa formation et faire les représentations convenables à l'exemple des villes d'Espagne. Nous n'avions pas même cet avantage auprès de l'administration qui pouvait adoucir beaucoup la rigueur de l'exécution. Nous savions que la patience était notre unique ressource, et que pour celui qui ne se résignait pas à tout, le dernier supplice n'était point une peine suffisante ; on avait inventé dans ce cas des tourments d'une cruauté nouvelle et inouie, les plus en horreur à la nature.

Les injustices qui firent prendre les armes aux provinces de Hollande pour se détacher de l'Espagne, ne furent ni si grandes, ni si répétées ; ni celles qui poussèrent le Portugal à secouer le même joug ; ni celles qui réunirent les Suisses sous la direction de Guillaume Tell pour s'opposer à l'Archiduc d'Autriche ; ni celles qui excitèrent dans les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale le parti de refuser les impôts que voulait introduire la grande Bretagne ; ni celles qui dans beaucoup d'autres

pays que la nature n'avait point séparés de leur métropole, ont fait secouer un joug de fer et constituer l'édifice du bonheur. Et nous, cependant, séparés de l'Espagne par une mer immense, soumis à un climat différent, à des nécessités et à des habitudes distinctes, et traités comme de vils troupeaux de bêtes, nous avons donné l'exemple singulier de la patience au milieu de tant d'humiliation, et d'obéissance, lorsqu'il se présentait les plus flatteuses occasions de briser le joug de nos oppresseurs et de les rejeter de l'autre côté de l'océan.

Nous parlons aux Nations du monde et nous ne pouvons être assez impudents pour nous proposer de les tromper en ce qu'elles ont elles-même vu et senti ; l'Amérique resta tranquille tant que dura la guerre de la succession, et attendait l'issue de la question pour laquelle combattaient les maisons d'Autriche et de Bourbon, afin de partager le sort de l'Espagne. C'était une occasion favorable de se délivrer de tant

de vexations ; mais elle n'en profita pas, et loin delà, elle prit la résolution de se défendre et de s'armer elle seule, pour se conserver unie à la métropole. Sans participer à ses querelles avec les autres puissances de l'Europe, nous avons pris le même intérêt dans ses guerres, nous avons souffert les mêmes dommages et supporté sans murmure toutes les privations et tous les besoins auxquels nous exposait sa nullité sur mer et le défaut de communication dans lequel il nous mettait.

Nous fûmes attaqués en 1806; une expédition anglaise surprit et occupa la capitale de Buenos-Ayres, par la faiblesse et l'impéritie du vice-roi, qui, quoique sans troupes espagnoles, ne sut point se servir des secours nombreux, qui se présentaient pour la défense. Au bout de quarante cinq jours nous reprîmes la capitale, fîmes prisonniers tous les Anglais avec leur général, sans que le vice-roi y eût la moindre part. Nous réclamâmes auprès de la cour des secours pour nous dé-

livrer d'une autre invasion, qui nous menaçait; et le secours qu'on nous envoya, fut un ordre royal scandaleux, par lequel on nous prévint de nous défendre comme nous le pourrions. L'année suivante la bande orientale du Rio de la Plata fut occupée par une expédition nouvelle et plus forte. La place de Montevideo fut assiégée et prise d'assaut; il s'y réunit des forces anglaises plus considérables, et il se forma un armement pour envahir la capitale, qui en effet fut assaillie quelques mois après, mais qui réussit par les efforts de sa valeur a repousser l'ennemi, et l'obligea même par une brillante victoire à l'évacuation de Montevideo et de toute la partie orientale.

Il ne pouvait se présenter une occasion plus propice pour nous déclarer indépendants, si l'esprit de révolte ou de perfidie eût été capable de nous toucher, ou si nous eussions été susceptibles des principes séditieux et anarchiques, qu'on nous a imputés. Mais pourquoi s'arrêter

à ces prétextes ? Nous avions alors des raisons plausibles pour le faire. Nous ne devions pas vivre avec indifférence dans la dégradation. Si la victoire autorise quelquefois le vainqueur a être l'arbitre des destins, nous pouvions fixer le nôtre, étant les armes à la main, triomphants et sans un régiment espagnol pour nous résister : et si la victoire ni la force ne donnent aucun droit, nous en avions un plus fort, celui de ne pas souffrir plus long-temps la domination de l'Espagne. Les forces de la péninsule n'étaient point à craindre pour nous, puisque ses ports étaient bloqués et que les escadres britanniques dominaient sur les mers. Cependant malgré ces motifs encourageants que nous offrait la fortune, nous ne voulûmes point nous séparer de l'Espagne, croyant que cette preuve distinguée de loyauté changerait les principes de la cour et lui ferait connaître ses vrais intérêts. Nous nous trompions malheureusement, et nous nous flattions de vaines espérances ! l'Es-

pagne ne reçut point des démonstrations si généreuses comme une marque d'affection, mais comme une obligation juste et rigoureuse ; l'Amérique continua d'être régie avec la même tyrannie, et nos sacrifices héroïques servirent seulement à ajouter quelques pages de plus à l'histoire des injustices que nous souffrions.

Tel est l'état dans lequel nous trouva la révolution d'Espagne. Accoutumés à obéir en aveugles, nous jurâmes obéissance au Roi Ferdinand de Bourbon, quoiqu'il eût été couronné, en précipitant son père du trône par un mouvement excité à Aranjuez. Nous vîmes qu'il passa ensuite en France, où il fut détenu avec sa famille et privé de la couronne qu'il venait d'usurper; que la nation, envahie de toutes parts par les troupes françaises se révolutionnait, et que parmi ces fortes secousses et les agitations civiles, le peuple mutiné assassinait des hommes distingués, qui gouvernaient les provinces avec éclat ou servaient avec honneur dans les armées; que parmi ces oscil-

lations il s'élevait des gouvernements qui, prenant chacun le titre de suprême, se croyaient le droit de commander en maîtres à l'Amérique. Une junte de cette classe formée à Séville, eut la présomption d'être la première qui aspirât à notre obéissance, et les vice-rois nous obligèrent à la reconnaître et à lui être soumis. En moins de deux mois une autre junte dite suprême de Galice exigea le même hommage, et nous donna un vice-roi avec la menace insultante d'envoyer contre nous trente mille hommes, s'il était nécessaire. Bientôt s'érigea la Junte centrale, sans nous avoir appelés à concourir à sa formation, et nous lui obéîmes ponctuellement, en exécutant ses décrets avec un zèle empressé. Nous envoyâmes des secours d'argent, des dons volontaires, et des moyens de toute espèce pour prouver que notre fidélité ne courait aucun risque dans toutes les épreuves auxquelles on l'assujétissait.

Nous avions été tentés par les agents du roi Joseph Napoléon, et flattés de grandes

promesses d'améliorer notre sort, si nous embrassions son parti. Nous savions que des Espagnols de la première distinction s'étaient déjà déclarés pour lui ; que la nation manquait d'armées, et d'une direction rigoureuse si nécessaire dans des moments de détresse. Nous étions informés que les troupes du Rio de la Plata, prisonnières à Londres, depuis la première expédition des Anglais, avaient été conduites à Cadix, où on les avait traitées avec une extrême inhumanité ; qu'elles s'étaient vues réduites à demander l'aumône dans les rues, pour ne pas mourir de faim ; et qu'on les avait envoyées nues et privées de tout combattre les Français. Toutefois au milieu de tant *de désabusements*, nous nous conservâmes dans la même position jusqu'à ce que les Français ayant occupé l'Andalousie, la junte centrale se dispersa.

Dans ces circonstances on publia un acte sans date et signé seulement de l'Archevêque de Laodicée qui avait été le président de la dite junte centrale dispersée. Cette

pièce ordonnait la formation d'une régence et désignait les trois membres qui devaient la composer. Nous ne pûmes nous laisser soumettre par une nouvelle aussi subite qu'inattendue. Nous commençâmes à éprouver des inquiétudes et la crainte d'être enveloppés dans les mêmes désastres que la métropole. Nous réfléchîmes sur notre situation incertaine et vacillante ; les Français s'étaient déjà présentés aux portes de Cadix et de l'île de Léon ; nous nous défiions des nouveaux régents, inconnus parmi nous. Les Espagnols de la plus haute classe étaient passés du côté des Français, le gouvernement central était dissous et ses membres poursuivis et accusés de trahison dans les papiers publics. Nous connaissions l'inefficacité du décret publié par l'Archevêque de Laodicée et sa nullité de titres pour établir la régence ; nous ignorions si les Français ne s'étaient pas emparés de Cadix, et n'avaient point terminé la conquête de l'Espagne, pendant que l'acte nous était parvenu, et nous doutions qu'un gouver-

nement né des fragments dispersés du précédent n'éprouvât pas aussitôt le même sort. Attentifs aux risques que nous courions, nous résolûmes de prendre à notre charge le soin de notre sûreté jusqu'à ce que nous eussions acquis des renseignements plus certains sur l'état de l'Espagne et que son gouvernement eût pris quelque consistance. Au lieu d'arriver à ce but, nous vîmes la régence tomber aussitôt, et les changements de gouvernement se succéder les uns aux autres dans les temps de la plus grande détresse.

Cependant nous établîmes notre junte de gouvernement à l'instar de celles d'Espagne. Son institution fut simplement provisoire, et au nom du roi prisonnier Ferdinand. Le vice-roi D. Baltasar Hidalgo de Cisueros, expédia des circulaires aux gouverneurs, pour qu'ils se préparassent à la guerre civile, et armassent les provinces les unes contre les autres. Rio de la Plata fut aussitôt bloqué par une escadre ; le gouverneur de Cordova commença à

organiser une armée; celui de Potosi, et le président de Charcas en firent marcher une autre sur les confins de Salta; et le président de Cuzco, en se présentant avec une troisième armée sur les bords du Desaguadero, conclut un armistice de quarante jours pour nous tromper; avant qu'il fût expiré, il rompit la trève, attaqua nos troupes, et nous fit perdre dans un combat sanglant plus de quinze cents hommes. La mémoire se rappèle avec horreur les excès que commit alors Goymeche dans le Cochachamba. Plût au ciel qu'on pût oublier cet Américain ingrat et sanguinaire, qui, le jour de son entrée, ordonna de fusiller l'honorable gouverneur Antesana, et qui assistant du balcon de sa demeure à cet odieux assassinat, criait à la troupe d'un ton féroce de ne point lui tirer à la tête, parce qu'il en avait besoin pour la mettre au bout d'une pique, et qui, après l'avoir vu couper, commanda de traîner par les rues le cadavre ainsi mutilé, et autorisa ses soldats par le barbare décret qui

les rendait *maîtres des vies et des biens*, à jouir pendant plusieurs jours de cette sanglante possession.

La postérité verra avec horreur la férocité qui acharna contre nous des hommes intéressés à la conservation de l'Amérique; elle ne pourra jamais s'étonner assez de l'aveuglement avec lequel ils ont prétendu punir une chose qui était marquée des signes indélébiles de la fidélité et de l'amour. Le nom de Ferdinand de Bourbon précédait constamment tous les décrets du gouvernement, et commençait ses dépêches. Le pavillon espagnol flottait sur nos vaisseaux et servait à enflammer nos soldats. Les provinces se voyant comme privées de leur mère par la dispersion du gouvernement national, faute d'un autre gouvernement légitime et digne d'obéissance, et presque toute la métropole étant conquise, s'étaient choisi un homme éclairé pour veiller à leur sûreté, et les conserver intactes au Roi captif, s'il recouvrait sa liberte. Cette mesure était imitée de l'Espagne, et

provoquée par la déclaration qu'elle fit à l'Amérique, partie intégrante de la monarchie et égale en droits à celle-ci ; déjà elle avait été prise à Montevideo par le conseil de ces mêmes Espagnols. Nous offrîmes de continuer les secours d'argent et les dons volontaires pour l'entretien de la guerre, et nous publiâmes mille fois la pureté de nos intentions et la sincérité de nos vœux. La Grande Bretagne, alors l'alliée généreuse de l'Espagne, interposait sa médiation et ses services pour qu'on nous traitât d'une manière moins dure et moins cruelle. Mais ces hommes entêtés dans leurs caprices sanguinaires, rejetèrent la médiation et expédièrent des ordres rigoureux à tous les généraux pour qu'ils accélérassent la guerre et les châtiments ; les échafauds s'élevèrent de toutes parts, et l'on redoubla d'inventions pour répandre la douleur et la consternation.

Les Espagnols essayèrent alors de nous diviser par tous les moyens, pour nous pousser à une extermination mutuelle. Ils

ont suscité contre nous des calomnies atroces, nous attribuant le dessein de détruire notre sainte religion, d'abolir toute morale et d'établir la licence des mœurs. Ils nous déclarent une guerre religieuse, en tramant de mille manières le trouble et l'alarme des consciences, en faisaisant donner des décrets de censures ecclésiastiques par les évêques espagnols, publier des excommunications et semer par quelques confesseurs ignorants des doctrines fanatiques au tribunal de la pénitence. C'est avec ces discordes religieuses qu'ils ont divisé les familles entre elles; qu'ils ont désuni les pères et les enfants; qu'ils ont rompu les doux nœudsqui attachent l'époux à sa compagne; qu'ils ont répandu les querelles et les haines les plus implacables entre les frères les plus unis, et qu'ils ont voulu livrer la nature à la discorde.

Ils ont adopté le système de tuer les hommes indistinctement, pour nous diminuer; à leur entrée dans les villages, ils ont enlevé jusqu'aux malheureux vi-

vandiers, ils les ont traînés en groupes sur les places et les ont fusillés un à un. Les villes de Chuquisaca et de Cochabamba ont été maintes fois les théâtres de ces horreurs. Ils ont encadré dans leurs troupes nos soldats prisonniers, emmenant les officiers chargés de fers dans des garnisons où il est impossible de conserver une année la santé; ils ont laissé les autres mourir de faim et de misère dans les cachots, et en ont obligé un grand nombre à travailler aux travaux publics. Ils ont fusillé nos parlementaires avec jactance, et commis les dernières horreurs contre des chefs déjà rendus, et contre d'autres personnes de marque, malgré notre humanité extraordinaire pour leurs prisonniers; on peut citer pour preuves le député Matos du Potosì; le capitaine général Pumacagna, le général Angulo et son frère, le commandant Munecas et d'autres chefs de partis, fusillés de sang froid, après avoir été prisonniers pendant pluieurs jours.

A Valle-Grande ils prirent le brutal

plaisir de couper les oreilles aux citoyens et d'envoyer au quartier général une corbeille pleine de ces présents ; ils détruisirent ensuite la population, incendièrent plus de trente villages populeux du Pérou, après s'être plu à enfermer les hommes dans leurs maisons, avant d'y mettre le feu, afin qu'ils y périssent consumés.

Ils n'ont pas seulement été cruels et implacables dans leurs meurtres ; ils ont encore abjuré toute moralité et toute décence publique, en faisant fouetter sur les places publiques de vieux religieux et des femmes attachées à un canon, après les avoir d'abord dépouillés avec une fureur scandaleuse, et avoir exposé leurs corps à d'infâmes regards. Ils ont établi un système inquisitorial pour toutes ces peines, ils ont enlevé des hommes paisibles, les ont transportés sur d'autres rivages, pour être jugés pour des délits supposés et ils ont conduit au supplice, sans procès, une grande multitude de citoyens.

Ils ont poursuivi nos vaisseaux, ravagé

nos côtes, égorgé leurs paisibles habitants, sans pardonner aux prêtres septuagénaires ; par ordre du général Pezuela, ils brûlèrent l'église du Puna et massacrèrent à coups de couteau les vieillards, les femmes et les enfants, seule population qu'ils trouvèrent. Ils ont excité d'atroces conspirations parmi les Espagnols reçus comme citoyens dans nos villes, et nous ont mis dans la nécessité de punir du dernier supplice les pères de familles nombreuses.

Ils ont forcé nos frères et nos fils à prendre les armes contre nous; et formant des armées des habitants du pays aux ordres de leurs officiers, ils les ont obligés de combattre nos troupes. Ils ont excité des insurrections domestiques en corrompant avec de l'argent et toute espèce de trames les tranquilles habitants des campagnes, pour nous envelopper dans une affreuse anarchie et nous attaquer, après nous avoir divisés et affaiblis.

Ils ont manqué honteusement et par une infamie manifeste à toutes les capitulations

que nous leur avions souvent accordées, lorsque nous les tenions sous la pointe de nos épées; ils firent reprendre les armes à quatre mille hommes qui s'étaient rendus avec leur général Tristan au combat de Gatta, et auxquels le général Belgrano accorda généreusement sur le champ de bataille une capitulation qu'il observa avec plus de générosité, fidèle à sa parole.

Ils ont mis au jour une nouvelle invention d'horreur, en empoisonnant les eaux et les aliments, lorsqu'ils furent vaincus à la Paz par le général Pinelo ; et ils répondirent à la bonté avec laquelle il les traita après les avoir pris à discrétion, par la barbarie de faire sauter les quartiers qu'ils avaient minés auparavant.

Abusant du droit sacré de parlementer, ils ont eu la bassesse d'engager nos généraux et nos gouverneurs à nous trahir, et de leur écrire à ce sujet des lettres publiques et impudentes. Ils ont déclaré que les lois de la guerre, observées entre les nations policées, ne devaient point s'observer avec

nous ; et leur général Pezuela, après la bataille de Ayouma, pour se dérober à ses engagements, eut l'impudeur de répondre au général Belgrano qu'on ne pouvait observer les traités avec des insurgés.

Telle était la conduite des Espagnols avec nous, quand Ferdinand de Bourbon fut rétabli sur le trône. Nous croyions alors que le terme de nos infortunes était arrivé ; il nous semblait qu'un Roi, formé dans l'adversité, ne serait point indifférent à la désolation de ses peuples ; et nous envoyâmes un député pour l'informer de notre état. On ne pouvait douter qu'il ne fût accueilli d'un prince bienveillant, et que nos suppliques intéresseraient sa reconnaissance et cette bonté que les courtisans espagnols avaient élevée jusqu'au ciel. Mais il était réservé aux pays d'Amérique d'éprouver une ingratitude nouvelle et inconnue, supérieure à tous les exemples qui se trouvent dans les histoires des temps passés.

Ferdinand nous déclara rebelles dès les premiers moments de son retour à Madrid ;

il ne voulut point entendre nos plaintes, ni admettre nos supplications, et il nous offrit un pardon pour suprême grâce. Il confirma les vice-rois gouverneurs et généraux qu'il avait trouvés dans les fonctions de bourreaux. Il déclara crime d'état l'intention de nous former une constitution, pour nous mettre à l'abri d'un pouvoir arbitraire et tyrannique, sous lequel nous avions vécu trois siècles.

Il s'appliqua aussitôt à lever de grands armements pour les employer contre nous. Il a fait transporter dans ces pays des armées nombreuses pour consommer les dévastations, les incendies et les pillages. Il a profité des premières félicitations des puissances de l'Europe, à son retour de France, pour les engager à nous refuser tont aide et tout secours et à nous voir déchirer avec indifférence. Il a donné un règlement particulier de course contre les bâtiments d'Amérique, lequel contient des dispositions barbares; entr'autres ordre de pendre l'équipage; il a défendu d'ob-

server envers nous les lois de ses ordonnances maritimes faites selon le droit des gens, et nous a refusé tout ce que nous accordons à ses vaisseaux pris par nos corsaires. Il a envoyé à ses généraux certains décrets de pardon qu'ils faisaient publier, pour en imposer aux gens crédules et ignorants, et faciliter l'entrée de nos villes; mais en même temps, il leur a donné d'autres instructions secrettes qui les autorisent, après nous avoir occupés, à nous pendre, à nous brûler, à nous piller, à nous saccager, à cacher les assassinats particuliers, et tout le mal possible à faire aux hommes que l'on suppose pardonnés. C'est au nom de Ferdinand de Bourbon qu'on a fait mettre sur les chemins des têtes d'officiers patriotes prisonniers; qu'on nous a fait périr sous le bâton (1); qu'on a lapidé un commandant de troupes légères;

---

(1) La gazette de Madrid a rapporté ce nouveau genre de supplice avec une sorte de jactance.

et que le vil Centeno, après avoir tué de sa main le colonel Camargo, lui coupa la tête et l'envoya en présent au général Pezuela, en lui mandant que *ceci était un miracle de la vierge du Carmen.*

Un tel torrent de maux et d'infamies nous ont poussés à prendre le seul parti qui nous restât. Nous avons médité mûrement sur notre sort, et appliquant notre attention de tous côtés, nous n'avons vu que les traces des trois éléments qui devront nécessairement la former : l'opprobre, la ruine et la patience.

On eût répété parmi nous les scènes sanglantes de Caracas, de Carthagène, de Quito et de Santa-Fè; nous aurions laissé fouler les cendres de 80,000 personnes qui ont été les victimes de la fureur ennemie, et dont les mânes illustres tourneraient justement contre nous le cri de la vengeance, et nous aurions attiré l'exécration de tant de générations à venir, condamnées à servir un maître toujours disposé à les maltraiter, et qui, par sa nullité sur mer, est tombé

dans l'impuissanee absolue de les protéger contre toute invasion étrangère.

Nous donc, forcés par les Espagnols et par leur roi, nous nous sommes constitués indépendants, et nous consacrerons à notre défense naturelle contre les attaques de la tyrannie notre honneur, nos vies et nos fortunes. Nous avons juré au roi et au juge suprême du monde, de ne point abandonner la cause de la justice; de ne point laisser ensevelir sous des décombres et submerger dans le sang, la patrie qu'il nous a donnée; de n'oublier jamais l'obligation de la sauver des malheurs qui la menacent, et le droit sacré qu'elle a de réclamer de nous tous les sacrifices nécessaires pour qu'elle ne soit pas violée, déchirée et foulée par des hommes usurpateurs et tyrans. Nous avons gravé cette déclaration dans nos cœurs, pour ne cesser jamais de combattre pour elle. Et en même-temps que nous manifestons aux nations du monde les raisons qui nous ont engagés à prendre ce parti, nous tenons à honneur de publier notre

intention de vivre en paix avec toutes et même avec l'Espagne, du moment où elle voudra y consentir.

Fait en la salle du conseil de Buenos-Ayres, le 25 d'octobre 1817.

Dom Pedro Ignacio de Castro y Barros,

Président.

Dom José Eugenio de Elias,

Secrétaire.

ACTE D'INSTALLATION

DU CONSEIL D'ÉTAT

DE LA RÉPUBLIQUE DE VENEZUELA.

En la ville de St.-Thomas d'Angustura, le 10 novembre 1817, septième année de l'indépendance.

Tous les membres du conseil détat, assemblés au palais du gouvernement, d'après le décret du 30 octobre dernier,

S. Ex. le chef suprême, Bolivard, ouvrit la session en prononçant le discours suivant :

Messieurs du conseil d'etat,

Lorsque le peuple de Venezuela rompit les liens oppressifs qui l'enchaînaient à la

nation espagnole, son premier soin fut l'établissement d'une constitution, basée sur la politique moderne, dont les principes sont la division des pouvoirs et l'équilibre entre les autorités. Proscrivant alors les tyranniques institutions de la monarchie espagnole, il adopta le système républicain plus conforme à la justice et entre les différentes formes républicaines, il choisit la plus libérale de toutes, la forme fédérale.

Les vicissitudes de la guerre, si contraires aux armes de Venezuela, détruisirent la république et avec elle toutes ses institutions ; il ne restait d'autres vestiges de notre régénération que quelques débris dispersés, des défenseurs de la patrie qui, de retour par la nouvelle Grenade et Guiria, rétablirent le gouvernement indépendant de Venezuela. Les circonstances qui accompagnèrent cette nouvelle réaction furent telles, furent si extraordinaires, les mouvements de la guerre si rapides et si terribles, qu'alors il fut impossible de donner

au gouvernement de la république, toute la régularité constitutionnelle que les actes du congrès avaient décrétée à la première époque ; toute la force ou plutôt toute la violence d'un gouvernement militaire suffisait à peine pour contenir le torrent dévastateur de l'anarchie, de l'insurrection, de la guerre, et nul autre pouvoir que la dictature, ne pouvait convenir à des temps si malheureux. Ce fut l'opinion de tous les Venezuelans; et ils s'empressèrent de se soumettre à ce grand mais terrible gouvernement ; les exemples de Rome furent alors la seule consolation et le seul guide de nos concitoyens.

Le gouvernement de la république ayant disparu, des insurrections partielles soutinrent encore, quoique précairement, ses bannières, mais non son gouvernement ; il avait été entièrement détruit. Dans l'île de la Marguerite, la république reprit une marche régulière mais toujours avec le caractère militaire si malheureusement annexé à l'état de guerre. La troisième période

Venezuelane, n'avait pas jusqu'aujourd'hui présenté un moment aussi favorable, pour mettre l'arche de notre constitution a l'abri des tempêtes. J'ai souffert et je puis dire que j'ai vécu désespéré, tant que j'ai vu ma patrie, sans constitution, sans lois, sans tribunaux, gouvernée arbitrairement, par ses mandataires, sans autre guide que ses drapeaux, sans autre principe que la destruction de ses tyrans et sans autre maxime que celle de l'indépendance et de la liberté. Je me suis efforcé, malgré tous ces obstacles, de donner à ma patrie le bénéfice d'un gouvernement modéré, juste et légal. S'il n'est pas tel, V. Ex. vont en décider; mais mon dessein a été de l'établir.

L'assemblée du 6 mai 1816, à la Marguerite décréta la république de Venezuela une et indivisible; les peuples et les armées qui jusqu'alors avaient combattu pour la liberté ont sanctionné de la manière la plus solennelle et la plus unanime, cet acte qui en même-temps qu'il unissait en un seul,

les états de Venezuela, créait et nommait un pouvoir exécutif sous le titre de chef suprême de la république. Ainsi il manquait seulement l'institution du corps législatif et du pouvoir judiciaire.

La création du conseil d'état va le charger des augustes fonctions du pouvoir législatif, mais non avec toute la latitude que comporte la souveraineté d'un tel corps, parcequ'elle serait incompatible avec l'extension et la force imprimée au pouvoir exécutif, non-seulement pour pacifier et délivrer le territoire de la république, mais pour recréer le corps entier de la république; ouvrage qui exige des moyens proportionnés à sa grandeur, et la réunion de toutes les forces qui peuvent résider dans le gouvernement le plus concentré. Le conseil d'état ne remplira donc qu'en partie les fonctions du corps législatif; il aura l'initiative de nos lois, règlements et institutions qu'il jugera nécessaires au salut de la république. Il sera consulté par le pouvoir exécutif avant la mise en exécution

des lois, réglements et institutions décrétées par le gouvernement. Dans tous les cas difficiles, les avis du conseil d'état seront reçus et auront la plus grande influence dans les délibérations du chef suprême.

La haute cour de justice qui forme le troisième pouvoir du corps souverain a déjà été formée et son installation n'a pas eu d'effet parce qu'il m'a paru qu'avant il était nécessaire de consulter le conseil d'état sur une institution aussi importante, sur sa forme et sur les fonctionnaires dignes de remplir d'aussi éminentes dignités.

La haute cour de justice est la première nécessité de la république, par elle seront à couvert les droits et les propriétés de tous. L'innocence et les services des citoyens ne seront plus foulés aux pieds par l'arbitraire d'aucun chef militaire ou civil, le chef suprême lui-même ne pourra leur porter atteinte. Le pouvoir judiciaire de la haute cour de justice, jouira de toute l'indépen-

dance que lui alloue la constitution fédérale de la république de Venezuela.

La formation d'un tribunal de commerce ou corps consulaire à eu lieu, en faveur des affaires de commerce et pour la protection de l'agriculture qui a tant besoin de mesures promptes et urgentes. La création du nouveau consulat vous fera connaître la nature de ce corps utile.

Les provinces libres de Venezuela ont reçu l'organisation régulière que permettaient les circonstances et la position de l'ennemi.

Dans la province de Barcelone, le général de brigade, Tadeo Monagas, a été investi du commandement et des fonctions de gouverneur de cette province qui conserve les limites qu'elle avait antérieurement. Il a des forces suffisantes pour la défendre et la pacifier. Un gouverneur civil est provisoirement chargé des fonctions judiciaires dans cette province qui relèvera immédiatement de la haute cour de justice. Le général Monagas a reçu des instructions

détaillées pour la conservation des biens nationaux, le rétablissement de l'ordre civil dans la province et son organisation.

Le genéral de division Joseph François Bermudez nommé gouverneur et commandant général de la province de Cumana, est chargé par le gouvernement du double objet de pacifier la province et de délivrer sa capitale. A cet effet, il doit organiser trois ou quatre bataillons d'infanterie et deux escadrons de cavalerie, autant pour expulser les Espagnols du territoire, que pour détruire les factions que la dissidence du général Marigno avait allumées dans cette province. Il mettra toute son attention à rétablir l'ordre, que l'esprit de parti avait altéré et a protéger le commerce, l'agriculture et l'industrie; se conduisant vis-à-vis des Cumanais avec toute la douceur que mérite leur fidélité à la cause de l'indépendance.

L'invincible île de la Marguerite, qui devrait à l'ombre de ses lauriers se délasser dans le repos que procure la paix, a de-

mandé dans ces derniers temps, tous les soins d'un gouvernement paternel. Les victoires des Margaritains ont épuisé leurs ressources, aussi a-t-on ordonné qu'ils fussent approvisionnés en armes et en munitions; l'amiral Brion est spécialement chargé de les leur procurer, heureux de remplir cet agréable devoir envers un peuple qui mérite d'être libre et qui a besoin de la protection de ses frères. L'organisation de la Marguerite est due au brave général Arismendi. Son commandant en chef est en ce moment le général François Etienne Gomez.

Le général Paëz qui a sauvé les débris des armées de la nouvelle Grenade, conserve sous la protection des armes de la république les provinces de Barinas et de Casanare. L'une et l'autre ont leurs gouverneurs politiques et civils et elles ont reçu l'organisation que les circonstances permettaient. L'ordre, la subordination et une bonne police y règnent sur tous les points, et il ne paraît pas que la guerre ait agité ces

belles provinces. Elles ont reconnu l'autorité suprême et lui ont prêté serment. Leurs magistrats méritent également toute la confiance du gouvernement.

La Guyane étant délivrée par les armes venezuelanes, mon premier soin a été l'incorporation de cette province, comme partie intégrante de la République, et la création d'un corps municipal; elle a été divisée en trois départements, dont les limites ont été fixées d'après la connaissance de la nature des localités. Son organisation civile et militaire est constatée par les documents que je présente a votre considération.

Le général de division, Manuel Sedeno, est nommé gouverneur et commandant en chef de la province de Guyane; il est chargé de sa défense, et a pour cet objet deux escadrons de cavalerie, deux bataillons d'infanterie, deux compagnies d'artillerie et la garde nationale.

Dès la seconde époque de la République, la nécessité d'établir un centre d'au-

torité pour les relations extérieures, pour recevoir les Consuls et les Envoyés étrangers, entamer et conclure toute espèce de négociation de commerce, acheter et prendre des engagements pour les armes, munitions, équipement et tous les approvisionnements de guerre, avait été reconnue, mais l'objet le plus important, celui qui reclame le plus impérieusement la nomination du conseil du gouvernement, c'est le besoin de pourvoir aux fonctions de Chef suprême en cas qu'il vînt à périr. La République serait exposée à un bouleversement dangereux, si le conseil du gouvernement n'était pas établi avant que je n'entreprène la prochaine campagne, c'est pourquoi je me félicite ainsi que vous, Messieurs, d'avoir procuré ce nouvel appui a la République.

Les soldats de l'armée libératrice, ont trop de droits a la reconnaissance du gouvernement, pour que je puisse les oublier. Les hommes qui se sont précipités au milieu des périls, qui ont abandonné tous

leurs biens et ont souffert tous les maux, ne doivent pas être privés de la juste récompense que méritent leur désintéressement, leur courage et leurs vertus. A cet effet, au nom de la République, j'ai ordonné que tous les biens nationaux soient distribués entre les défenseurs de la patrie; la loi qui fixera les termes et l'espèce des donations, est le document que j'ai l'honneur d'offrir au conseil avec le plus de satisfaction. La récompense du mérite est le plus bel acte du pouvoir humain.

La ville d'Angustura sera provisoirement la capitale et la résidence du gouvernement de Venezuela ; il y restera jusqu'à la délivrance de la capitale Caraccas. Les Conseils de gouvernement et d'état, la haute cour de justice et la commission spéciale, chargée de la distribution des biens nationaux y demeureront également.

La religion de Jesus, que le Congrès de Venezuela, a décrétée exclusive et dominante dans l'état, appelle puissamment mon attention. Le dénuement spirituel

auquel nous sommes malheureusement réduits, demande instamment la convocation d'une junte ecclésiastique, ce à quoi je suis autorisé comme chef d'un Peuple chrétien, que rien ne peut séparer de l'Église romaine. Cette convocation à la quelle je me suis décidé après avoir pris l'avis d'ecclésiastiques savants et pieux, remplira de joie l'âme affligée des disciples de Jesus et de nos religieux concitoyens.

Messieurs du conseil d'état,

L'installation d'un corps aussi respectable et tout-à-fait digne de la confiance du peuple, est une époque heureuse pour la nation. Ce même gouvernement, qui au milieu de tant d'horribles tempêtes, de secousses, entre tant d'écueils, n'avait aucun appui, aura dorénavant pour guide, une assemblée d'illustres militaires, magistrats, juges et administrateurs; non-seulement il sera sous la protection d'une force effective, mais encore il sera soutenu

par la première de toutes les forces, l'opinion publique, la considération dont s'entoure le conseil d'état, la confiance qu'il inspirera au peuple, seront le plus ferme bouclier du gouvernement.

Le Conseil d'état est installé.

Ensuite S. Exc. le Chef suprême, conformément au titre 2 du décret de cette formation, nomme les présidents et membres des différentes sections.

En examinant ces choix, vous concevez facilement quelles ont été mes raisons; ils prouvent que les citoyens qui se distinguent dans une carrière, qui y sont parvenus aux premiers emplois et les ont remplis avec gloire dans les circonstances les plus critiques de la République, sont aussi les plus convenables, pour préparer dans chacune des attributions du conseil, les travaux, et donner la première impulsion à ses bienfantes délibérations. J'exprimerai en outre le désir que quoique les fonctions du conseil d'état ne soient que consul-

tatives ; parce que notre situation politique l'exige impérieusement, afin de laisser aux opérations militaires toute la latitude possible, que la plus complette liberté règne cependant dans les discussions, et que MM. les membres en donnent la preuve dans l'examen de tous les décrets rendus depuis l'occupation de la Guyane, que je présente a leur délibération. Ils vont vous être lus par le secrétaire d'état que S. Exc. le Chef suprême a commissionné pour exercer les fonctions de secretaire du conseil.

Cette lecture terminée, S. Exc. le Chef suprême, sur la motion de l'intendant général décide que les membres se placent de suite a leur section respective.

Le Conseil entrera en fonctions le 15 du mois.

Le Chef suprême termine la séance en manifestant sa satisfaction de se voir entouré des plus illustres amis de la patrie, qui animés tous des mêmes sentiments et pénétrés des mêmes principes, concourent

unanimement a appuyer et soutenir le gouvernement. Il demande qu'ils lui prêtent le puissant secours de leurs connaissances, dé leurs lumières et de leur expérience, dans les grandes opérations politiques et militaires, qu'il est enfin tems d'entreprendre pour fixer irrévocablement les hautes destinées de la République de Venezuela.

Pour le conseil d'état,

Le secrétaire de service,

J.-C. Perez.

COUP-D'ŒIL

SUR LES SIX PREMIERS MOIS A VENIR

DE L'AMÉRIQUE.

Nous avons, dans deux écrits successifs, peint les événements relatifs à la révolution de l'Amérique, qui depuis neuf mois ont eu lieu dans cette contrée. Parlons aujourd'hui de ceux qui s'y passeront d'ici à quelques mois. Entre nous et nos adversaires, il y a un juge, mais un seul juge, le temps. C'est lui qui donnera à nos paroles respectives leur véritable autorité. Bien malheureux qui dans des affaires d'une telle gravité, ne cède qu'au besoin d'écrire, de publier ses idées, ou celles d'autrui ! En vérité c'est bien de nous, c'est bien de livres dont il s'agit, dans

un mouvement qui embrasse un monde entier.

Venons aux faits.

D'ici à quelques mois, l'Amérique du sud sera stérile en événements, hors dans la partie où se combattent entr'eux, Bolivart et Morillo. L'Espagne et l'Amérique apprêtent leurs armes. Le silence qui règne entr'elles est ce silence terrible et plein d'horreur qui précède les combats. Il est digne de remarque que tandis que Bunos-Ayres s'apprête à conquérir le Pérou, de son côté l'Espagne s'apprête à conquérir Buenos-Ayres.

Cette attaque du Pérou n'aura lieu qu'au mois de juin; elle se fera par deux points. Les indépendants partiront du Chili par mer, et le général Belgrano s'avancera par terre. Il doit traverser une partie des Andes. D'un côté il faut du temps pour réunir les moyens d'une expédition maritime: de l'autre il faut attendre que la saison permette le passage de ces mon-

tagnes les plus élevées de l'Amérique, et peut-être du Globe.

Le résultat de cette expédition ne sera connu que dans le cours de l'automne.

La flote Russe est enfin arrivée a Cadix. Un armement s'y prépare. En quoi consiste-il? où va-t-il? que peut-il faire? qu'est-il pour l'Amérique et pour l'Europe?

Sa force ne dépassera pas 10,000 combattants rendus sur le terrain. Qu'est cela pour l'Amérique? Sur un seul point, c'est trop. La famine, le dénuement de mille objets nécessaires à un aussi grand rassemblement l'y attendent. Sur plusieurs, c'est la nullité, bien mieux le néant. En effet, que sont trois ou quatre mille hommes contre Buenos-Ayres, contre le Chili, contre les indépendants de la côte ferme?

Quand partira cet armement? Dans l'état de ces navires, avec la lenteur et la pauvreté espagnoles, c'est beaucoup s'il est à la voile avant la fin d'août. Il arri-

vera vers la fin d'octobre, beaucoup plus tard pour tout ce qui aura à doubler le cap de Horn et à se rendre sur les côtes du Pérou; ce ne sera donc que vers la fin de l'année qu'on en entendra parler. D'ici-là que d'événements, et en Amérique, et hors de l'Amérique! Que de choses à débrouiller avec les États-Unis? Quel temps donné à l'ennemi pour se préparer à recevoir les nouveaux débarqués! Déjà on entend des hommes pousser des cris de joie et de triomphe, à la vue de cet armement. Mais on en poussait de semblables, lorsque partit l'invincible Armada: souvent le chant du départ est joyeux, et celui du retour est bien triste.

Tout annonce que Buenos-Ayres est le but de cet armement. C'est la tête de l'insurrection: ses forces sont éloignées. On espère la surprendre, et étouffer l'indépendance dans son foyer principal. On verra si c'est chose facile. Naguères deux expéditions anglaises plus fortes, mieux

préparées que celles de l'Espagne, vinrent dans l'espace de deux ans y trouver leur tombeau. Déjà les stipendiaires de l'Espagne montrent Buenos-Ayres, comme le quartier général de l'armée royale. Il serait plus sûr de la montrer comme sa prison.

Si Buenos-Ayres se défend, ce sera à la façon de Saragosse. Sa ruine sera complette. Qu'aura gagné l'Espagne?

Si la ville est évacuée et abandonnée à l'ennemi, d'où tirera-t-il ses subsistances? Cependant l'un des deux arrivera. Les Espagnols, maîtres d'une ville dont la banlieue ne leur appatiendrait pas, ne pourront y vivre. Ils seront là, comme les Portugais sont a Montevidéo, ne pouvant sortir des murs devenus leur prison. Quel est ce jeu ridicule qui, entre deux ennemis, montre l'un qui ne peut entrer, et l'autre qui ne peut sortir?

A quoi servira à l'Espagne l'occupation

de quelques points fortifiés, sans l'occupation du pays même? Elle sera là comme sur les côtes d'Afrique, maîtresse de deux ou trois villes, au milieu d'une population ennemie.

Depuis trois ou quatre ans que Morillo bataille de son côté, à quoi est-il parvenu? A prendre Carthagène, à garder deux ou trois villes, tandis que le pays est tout entier à l'ennemi. Combien d'hommes et de millions a coûté ce briliant résultat! Son exemple devait servir de leçon. Il faut le dire, tout cela est marqué au coin de la folie. Qu'espère l'Espagne? Se maintenir dans quelques points, à l'abri de l'attaque d'un ennemi que l'on suppose faible ou peu instruit, et là, attendre l'effet des manœuvres, de la peur, de la division, de la résipiscence. — On parle de division parmi les indépendants! Se montrer devant eux sera les réunir. C'est l'effet naturel de toute attaque. Les Espagnols se trompent sur deux points principaux, et

cherchent à tromper sur ces deux articles, comme si tromper soi ou les autres, servait à quelque chose! Ils croyent leurs adversaires faibles. Ils reconnaîtront bientôt leurs forces. Ils croyent qu'une partie les attend, se soumettra, viendra à eux comme à ses libérateurs. Voilà ce qu'ils publient, ce qu'ils cherchent à persuader : suivant eux, ce sont quelques factieux qui subjuguent le grand nombre. L'interruption du commerce doit leur ôter toutes leurs forces. Autre erreur : c'est en ayant sous les yeux l'exemple de l'acharnement avec lequel on combat sur la côte ferme, que l'on prête ces sentiments à Buenos-Ayres! En vérité, y pense t'on? Morillo n'a pu rien gagner sur Venezuela; il a été se faire battre par les habitants de Margarita, et l'on croit qu'il n'y aura qu'à se montrer a Buenos-Ayres pour s'y faire recevoir! Voilà pour l'Espagne, et ce qu'il suffit d'indiquer sommairement. Voyons maintenant pour l'Europe et les États-Unis. Plusieurs des Etats de la première, l'Angleterre surtout, jouis-

sent de relations commerciales fort étendues avec l'Amérique. Elles seront perdues, le jour même où la flotte d'Espagne entrera dans la rivière de la Plata. On n'y commercera pas plus qu'on ne le fait dans la partie occupée par Morillo, pas plus qu'on ne le fait au Pérou. Partout où l'Espagne paraît, l'exclusif marche à sa suite. Bien ignorant qui pense, qu'elle reconquerra l'Amérique pour en doter le commerce de l'Europe! Elle le prendra pour elle. Car hors de cela, à quoi lui sert l'Amérique? Tous les établissements étrangers déjà formés seront détruits, ou éloignés, prohibés à l'avenir; les créanciers des marchands actuels, ruinés. Cette perte sera immense pour l'Angleterre et pour les États-Unis. C'est donc autant contre l'Europe et les États-Unis, que contre les indépendants même, que s'arme l'Espagne. Tout vaisseau qui porte un soldat de Cadix en Amérique, y porte un ennemi de l'Europe et des États-Unis, un instrument de dommages présents et à venir pour

l'Europe et pour l'Amérique ; toute puissance qui vend ou cède des vaisseaux à l'Espagne, les vend et les cède contre l'Europe, contre les États-Unis, contre elle-même, car ils sont destinés à lui fermer à jamais les portes de l'Amérique. Voilà ce qu'il faut savoir bien discerner dans cette question.

A la vue de ces déplorables conséquences, qui ne se sentirait autorisé à charger cette flotte de plus d'imprécations, que Clytemnestre n'en adresse à celle dont l'immobilité ne pouvait être vaincue que par le sacrifice d'Iphigénie ! Quel esprit doué de lumières, et susceptible de calcul, quel cœur renfermant des sentiments humains, ne mesure pas l'étendue des maux que recèle dans ses flancs cette flotte ennemie du monde entier, et ne frémit pas à leur aspect !.... Eh quoi, toujours du sang, de la ruine, de l'extermination, des représailles qui font frémir la nature ! Car voilà tout ce qui restera de cette expédition,

comme tout ce qui reste de celle de Morillo.....

L'Espagne peut encore faire du mal à l'Amérique, et retarder sa civilisation. Mais elle ne peut plus obtenir le bien personnel auquel elle aspire par ce mal même. Elle s'en fera encore plus qu'à son ennemi. Car elle aliènera d'elle et à jamais le cœur de l'Amérique, elle attirera sur elle les plus cruelles représailles. L'Amérique ne peut manquer de la frapper d'une interdiction éternelle de commerce : ce sera sa vengeance, et celle-là sera aussi légitime que cruelle. Qu'il se trouve dans les conseils de l'Amérique, des hommes éclairés et des cœurs ulcérés, et les uns ne peuvent pas plus y manquer que les autres, et voilà l'Espagne exclue de ses anciennes sources de richesses, devenues celles de tout le monde hormis elle... Si elle n'a pas calculé lorsqu'il s'agissait de faire souffrir les autres, ceux-ci à leur tour ne calculeront pas davantage, lorsqu'il ne s'agira plus que de ses propres souffrances.

Le résultat de la nouvelle tentative de l'Espagne sera donc :

La ruine pour elle ;

La ruine pour l'Amérique ;

La ruine pour l'Europe et pour tout le monde.

Voilà les nouveaux bienfaits qu'elle prépare. C'est a-peu-près comme pour ses amnisties, dont chaque clause renferme une aggravation. Mais pendant ce temps, s'il s'allume quelque bonne querelle entre les États-Unis et l'Espagne (et comment douter que le rapprochement et la gravité des intérêts ne hâtent une division entr'eux), à qui finiront par appartenir les vaisseaux russes qui se font radouber à Cadix ? A propos de ces vaisseaux, que l'on permette d'observer comme une chose digne de remarque, que l'Espagne va conquérir l'Amérique avec des vaisseaux russes, comme avec de l'argent provenant de la vente des deux ou trois ans qui lui

restent à faire la traite des nègres. Ici, qui joue le beau rôle, de l'Angleterre également humaine et prévoyante, en payant de ses trésors la rançon des nègres, de l'esclavage qui leur était préparé, ou de l'Espagne qui au milieu de l'horreur générale qu'inspire cet abominable trafic, vend avec un stoïcisme imperturbable, les jours qui lui restaient encore pour aller dépeupler les côtes de l'Afrique? Le vaisseau amiral d'une flotte acquise à pareil prix devrait, comme le champ de l'Ecriture, s'appeler Haceldama, le champ du sang. Au reste, toutes ces discussions sur l'Amérique finiront par la question par laquelle il fallait commencer, et la rétabliront dans son véritable sens. Cette question est celle-ci. *De quel droit l'Europe se mêle t'elle de l'Amérique?* et cette question en renferme une autre, encore plus élevée, celle de l'indépendance des nations, et des parties du globe l'une à l'égard de l'autre. La force a fait les liens, et non le droit : la force résoudra ce qu'elle

a créé, c'est dans l'ordre. Cette question partira pour la première fois, et avant peu, des États-Unis : elle sera répétée du bout de l'Amérique à l'autre bout de cette contrée. On entendra bientôt les États-Unis, demander pourquoi, lorsqu'ils ne s'ingèrent point dans la réunion de la Norvège à la Suède, de la Belgique à la Hollande, de l'Italie à l'Autriche, de la Pologne à la Russie, de tant de points offensifs à l'Angleterre, pourquoi, lorsqu'ils laissent l'Europe faire tous les congrès qui lui conviennent, il ne serait pas permis à l'Amérique de faire aussi les siens ? Que répondraient ceux que l'on sommerait de montrer les titres qui assujettissent une partie du globe à une autre partie ? qu'opposer de raisonnable, et de fait pour être accepté, à des hommes qui se bornent à dire que chacun doit faire ses affaires chez soi, et qui bornent là leur ambition ? eh bien, voilà inévitablement où l'on arrive. Avant peu cette grande question sera présentée à l'attention du monde, et la

voix de quelques intéressés ne couvrira pas celle de la nature, de l'équité, et du genre humain.

Toute oppression prolongée conduit inévitablement à ce résultat, celui de l'examen du droit primitif, examen qui tourne toujours à la condamnation de ceux qui opposent opiniâtrément leurs droits factices aux droits primitifs, sources de tous les autres, ceux de la nature. Quelques avis ont annoncé une insurrection de soldatesque contre Christophe, une maladie de Péthion. Aussitôt de voir des gens croire à la reprise de St.-Domingue ! Il y aura bien des chefs nègres où mulâtres, changés ou enterrés auparavant que cela ouvre la porte aux blancs. A un chef noir, succédera un autre chef noir, il n'y aura pas de dynastie de personnes, mais de couleur. Quand les nègres se dévoreraient entr'eux, autre belle ressource ! qui cultiverait? où prendre d'autres agents de culture? Ce n'est donc pas aux troubles de St.-Do-

mingue qu'il faut aspirer, mais à son bon ordre, mais à sa police, mais aux produits du commerce, qui sont le résultat de cet ordre, tandis que le désordre, en ruinant l'île, tarira la source de tous les profits qu'on peut encore faire avec elle.

TABLE

DES MATIÈRES.

Page

1°. *Avertissement de l'Éditeur.* 1.

2°. *Éclaircissements sur l'état de Saint-Domingue.* 11.

3°. *Lettre à monsieur Monroe, président des États-Unis.* 25.

4°. *Déclaration d'indépendance de la République de Buenos-Ayres.* 143.

5°. *Acte d'installation du Conseil d'État de la République de Venezuela.* 174.

6°. *Coup-d'œil sur les six premiers mois à venir de l'Amérique.* 192.

De l'Imprimerie de C.-F. Patris, rue de la Colombe, n° 4, quai de la Cité.

CATALOGUE des Ouvrages nouveaux, publiés depuis un an, chez BÉCHET, *libraire, quai des Augustins, n° 57, près le Pont-Neuf.*

Des Colonies et de la Révolution actuelle de l'Amérique; par M. DE PRADT, ancien archevêque de Malines. 2 v. in-8°. 12 fr.

Les Trois derniers mois de l'Amérique méridionale et du Brésil, suivis des personnalités et incivilités de la *Quotidienne* et du *Journal des debats*; par le *même*. Seconde édit., revue, corrigée et augmentée. 1 vol. in-8°. 3 fr.

Les Six derniers mois de l'Amérique et du Brésil; par le *même*, faisant suite aux deux ouvrages ci-dessus. 1 vol. in-8°. 4 fr. 50 c.

Pièces relatives à Saint-Domingue et à l'Amérique, mises en ordre par le *même*, pour faire suite à ses ouvrages sur l'Amérique. 1 vol. in-8°. 3 fr. 50 c.

Lettre à un Electeur de Paris, sur les élections; par *le même*. 1 vol. in-8°. 3 fr.

Antidote au Congrès de Rastadt, 1798, suivi de la Prusse et de sa neutralité, 1799. Nouvelle édition, de ces deux ouvrages. 1 gros vol. in-8°.; par *le même*. 8 fr.

Preliminaires de la Session de 1817; par *le même*. 1 vol. in-8°. 3 fr. 50 c.

Des Progrès du Gouvernement représentatif en France, session de 1817; par *le même*. 1 vol. in-8°. 1 fr. 25 c.

De la Puissance temporelle des Papes, et du Concordat de 1817; par M. J. GARINET, avocat en la cour royale. brochure. in-8°. 1 fr. 80 c.

Annales de la Session de 1817 *à* 1818; par MM. BENJAMIN DE CONSTANT, ST.-AUBIN et PAGÈS, 1er, 2e, 3e, 4e et 5e cahier, chaque cahier. 1 fr. 50 c.

Lettre (1re et 2e), à M. Odillon-Barrot, avocat en la cour de cassation, par M. BENJAMIN DE CONSTANT, sur le procès de Wilfrid-Regnault, condamné à mort, avec un plan figuré du lieu où s'est commis l'assassinat. 1 vol. in-8°. 2 fr. 50 c.

Du Système politique suivi par le ministère, ou Réponse à l'ouvrage de M. de Châteaubriand, sur le même sujet; par M. AZAÏS. in-8°. 1 fr.

La Raison Vengée de l'Inconséquence ou Lettre de M. AZAÏS à M. de Féletz. in-8°. 1 fr. 50 c.

De la Sagesse en politique sociale, ou de la mesure qu'il est convenable, en ce moment, d'accorder aux principales nations de l'Europe, par M. AZAÏS. in-8°. 1 fr. 50 c.

Recueil philosophique, par M. AZAÏS, premier cahier. *Sujets qui y sont traités*: 1°. de l'état actuel des choses et des esprits en France; 2°. du fatalisme politique de M. de Châteaubriand. in-8°. 1 fr.

Contes à mes fils, par KOTZBUE, traduit de l'allemand par FRIÉVILLE. 2 vol. in-12, ornés de onze belles gravures, titres gravés. 7 fr. 50 c.

Principes Généraux du droit politique dans leur rapport avec l'esprit de l'Europe et avec la Monarchie constitutionnelle; par M. J. P Pagès, ancien magistrat, membre de plusieurs sociétés savantes. 1 vol. in-8°. 6 fr.

De la Responsabilité ministérielle, et de la nécessité d'organiser le mode d'accusation et de jugement des ministres, par *le même*. (Mars 1818), in-18. 1 fr. 80 c.

Théorie nouvelle et raisonnée du Participe français ; par M. Bescher, bachelier ès-lettres (académie de Paris). Deuxième édition, revue, corrigée et augmentée. 1 vol. in-12. 2 fr.

La Vie d'Erostrate, découverte par *Alexandre* Verri, auteur des Nuits romaines au tombeau des Scipions, et publiée en français par L. F. Lestrade, avec des notes historiques et critiques. 1 vol. in-12. 2 fr. 50 c.

Mandeville, *histoire anglaise du dix-septième sciècle*, par William Godwin, auteur de Calebs-William, traduit de l'anglais par Jean Cohen, ancien censeur royal, traducteur des Protecteurs et des Protégés, etc. 4 vol. in-12. 10 fr.

Archambeau et Roger, ou *le Siège de Metz* ; par madame Barthelemy-Hadot, auteur de la Tour du Louvre, etc., etc. 4 vol. in-12. 8 fr.

Charles, *ou les Inconvéniens du Célibat*, par madame Maurer, auteur de Caroline, ou les Inconvéniens du mariage, etc. 4 vol. in-12. 8 fr.

Les Soiriées de Famille, contes, nouvelles, traits historiques et anecdotes : recueil philosophique, moral et divertissant 3 vol. in-12. 6 fr.

La Fille du Proscrit, et le Roi des montagnes, par l'auteur d'Armand et d'Angella. 3 vol. in-12. 6 fr.

Principes éternels de politique constitutionelle, ou manuel des peuples et des rois, ouvrage dans lequel l'homme libre est considéré par rapport à Dieu, par rapport à l'état de nature, et par rapport à l'empire de la loi, par A. T. Desquiron de Saint-Agnan, ancien Magistrat, membre de l'Université d'Erfurt, et de plusieurs académie de l'Europe. 2 vol. in-8°. 8 fr.

Annales de Grammaire, par la société grammaticale de Paris ; douze numéros par an, à partir de mars 1818.

On souscrit à Paris, chez Béchet, libraire éditeur, quai Augustins, n°. 57. Prix de la souscription, franc de port, par an. 12 fr.

Pour six mois. 7 fr. 50 c.

Par numéro. 1 fr. 50 c.

Cet ouvrage, rédigé par les plus célèbres grammairiens de Paris, ne peut manquer d'être bien accueilli par tous ceux qui veulent connaitre leur langue, et en approfondir les difficultés.

Pour paraître le 15 juin prochain.

1°. *Cours Théorique et pratique de Maréchalerie Vétérinaire*, à l'usage des écoles vétérinaires, des maréchaux, des corps de cavalerie, des écuyers, des maîtres de poste, des cultivateurs, et de toutes les personnes qui ont des animaux susceptibles d'être ferrés. Par F. Jauze, vétérinaire, ex-professeur des écoles d'économie rurale vétérinaire de Milan et d'Alfort; ouvrage orné de cent dix planches, dessinées d'après nature à l'école vétérinaire de Milan, par J. H. Jacob dessinateur de S. A. R. Le prince Eugène de Bavière, et gravées par L. Bougon, médailliste de la société d'encouragement de Paris, 1 vol. in-4°. bien imprimés, sur beau papier. Prix pour Paris. 30 fr.

Ceux qui souscriront avant la mise en vente, ne le payeront que 25 fr.

Des compensations dans les destinées humaines, etc. par M. Azaïs. Troisième édition, revue, corrigée et considérablement augmentée. 3 vol. in-8°. bien imprimés, (pour paraître au 15 juin). Prix 15 fr.

Ceux qui souscriront à cet ouvrage avant la mise en vente, ne le payeront que 12 fr.


LIBRARY OF CONGRESS
0 015 808 673 6